



MATAKI

N°10

**LES LEÇONS DE LA CRISE DE
LA COVID-19 EN MATIÈRE
D'ÉDUCATION EN AFRIQUE DE
L'OUEST**

Le Think Tank WATHI

WATHI, think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, est un laboratoire d'idées participatif et multidisciplinaire qui a pour objectif de contribuer au partage de connaissances et à la production d'idées sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels cruciaux pour le présent et l'avenir des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'espace géographique privilégié de WATHI inclut les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie, qui font la jonction avec les régions africaines voisines. Librement inspiré de «waati» qui signifie « temps » en langue bamanakan du Mali, WATHI exprime à la fois l'urgence d'une mobilisation collective et la nécessité d'un engagement sur la longue durée.

L'association WATHI est soutenue dans ses activités par ses membres et par des fondations partenaires, notamment en 2019-2022 : la Fondation Konrad Adenauer, la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Open Society for West Africa (OSIWA), l'Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID).

Les publications Mataki

Mataki signifie «mesures», dans le sens de «prendre des mesures, des dispositions» en langue haoussa, l'une des langues locales africaines les plus parlées dans l'Afrique de l'Ouest ouverte de WATHI. Mataki constitue le prolongement de la rubrique Le Débat du site internet de WATHI. Les Mataki n'ont pas l'ambition d'épuiser les thèmes abordés. Les réflexions tout comme les recommandations relayées dans ce document visent plutôt à relancer les débats en focalisant l'attention sur les pistes d'action et les modalités concrètes de leur mise en œuvre. Les commentaires, réactions, recommandations pour affiner les propositions et les moyens de les mettre en œuvre sont bienvenus.

La série spéciale « Leçons de la Covid-19 pour l'Afrique de l'Ouest »

Ce Mataki est le troisième d'une série spéciale sur les leçons à tirer de la crise de la Covid-19 sur les plans économique, politique, éducatif et en matière d'intégration régionale, dans le cadre d'un projet financé par la fondation OSIWA, membre du réseau mondial d'Open Society Foundations.

CONTACTS

infowathi@wathi.org
www.wathi.org



Au mois de mars 2020, suite à l'annonce de la pandémie de la Covid-19 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près de 200 pays à travers le monde, ont eu à fermer, pendant une période, leurs établissements scolaires, interrompant ainsi la scolarisation de plus d'un milliard et demi de jeunes apprenants.

Les gestes barrières étant difficiles à mettre en œuvre et à respecter dans les établissements scolaires, cette décision allait de pair avec les mesures de prévention de la pandémie prises par certains gouvernements comme le confinement ou la limitation des déplacements.

La pandémie a ainsi aggravé la situation de l'éducation dans le monde. Les pays les plus touchés sont ceux dont les systèmes éducatifs sont les moins solides, comme ceux d'Afrique subsaharienne.

En Afrique, plus qu'ailleurs, à cause de la fermeture des établissements scolaires, les avancées obtenues pour étendre et améliorer la qualité de l'éducation de base pourraient connaître un recul. Notamment, dans bon nombre de pays sahéliens où de très nombreuses écoles étaient déjà fermées depuis plusieurs mois en raison de l'insécurité.

Avec l'impact considérable de cette crise sans précédent, des réflexions profondes au sujet de nos systèmes éducatifs s'imposent.

Le deuxième débat de l'année 2020, initiative de WATHI, laboratoire d'idées citoyen de l'Afrique de l'Ouest, a porté sur les implications de la crise de la Covid-19 sur la région ouest-africaine.

Ce numéro de Mataki est une synthèse sélective des extraits choisis de rapports et études d'experts, de chercheurs et de diverses organisations ayant travaillé sur les implications de la pandémie dans le domaine de l'éducation pour les pays africains et surtout les leçons à en tirer pour l'avenir, mais aussi des constats et pistes tirés d'une série de rencontres virtuelles tenues pour apporter des réponses au choc occasionné par la crise sur l'éducation.

Il est le troisième d'une série de publications sur les leçons à tirer de la crise de la Covid-19 sur les plans économique, politique, éducatif et en matière d'intégration régionale.

LES PISTES D'ACTION

Les pistes d'action sont davantage détaillées dans la dernière section du Mataki (Recommandations). Elles sont élaborées par l'équipe permanente de WATHI sur la base des analyses et des propositions compilées dans le cadre du débat. Elles n'en constituent ni le résumé ni l'expression fidèle et complète et intègrent les réflexions internes de l'équipe de WATHI.

1. Diversifier les options d'apprentissage pour assurer la continuité des enseignements pour tous en situation de crise

- a) Privilégier des approches et canaux divers (Internet, applications, télévisions, radios, documents imprimés), avec ou sans technologie ou une combinaison, selon les zones, pour assurer une plus grande couverture/accessibilité de toutes les catégories d'apprenants à un apprentissage de qualité. En mettant l'accent sur les options, telles que la radio ou la télévision pouvant toucher une cible plus large et ne nécessitant pas une connectivité.
- b) Mettre en place un dispositif de suivi régulier permettant de limiter les risques d'abandon scolaire au niveau de chaque établissement du primaire et du secondaire, en relation avec les autorités locales et académiques.
- c) Mettre en place et renforcer les infrastructures de base indispensables à l'apprentissage numérique et l'accès à Internet afin d'intégrer les technologies de l'information et de la communication dans toutes les réponses d'adaptation de l'enseignement sur le long terme (exemple du Sénégal avec l'Université Virtuelle et son réseau d'espaces numériques de formation disséminés dans différentes régions du pays).
- d) Favoriser une collaboration entre universités classiques et universités virtuelles dans l'optique de mutualiser les ressources et mettre les infrastructures nécessaires à la disposition des universités classiques. Cette démarche permettra, sur le long terme, d'aller vers une approche hybride alliant enseignement en présentiel et à distance.
- e) Capitaliser les bonnes expériences en matière de riposte à la pandémie de la Covid-19 dans les pays de la région mais aussi ailleurs. Il s'agit de répertorier les alternatives aux cours en présentiel déclinées pour assurer la continuité de l'apprentissage dans la région mais aussi dans d'autres pays. Exemples de la Chine, du Burundi ou du Cambodge. ([Voir encadré 7](#))

2. Veiller au retour effectif et au maintien dans le système des apprenants en situation d'inégalité et de vulnérabilité notamment des filles :

- a) Faire du retour des filles à l'école une priorité en sensibilisant les communautés et en élaborant une stratégie de plaidoyer à l'endroit des différents acteurs du système éducatif et des parents.

b) Mener des interventions ciblées pour combler le déficit de connaissances créé chez les apprenants issus de milieux défavorisés, cela passe par l'identification de ceux qui ont eu un accès limité aux enseignements lors de la fermeture des écoles et de leurs besoins spécifiques, au besoin mettre en place des programmes de rattrapage des enseignements avec un suivi poussé. L'identification se fera en collaboration avec les autorités académiques et le suivi avec le personnel enseignant et les parents.

c) Instaurer, en fonction des ressources, un accompagnement financier ciblé pour les parents les plus démunis, leur permettant ainsi de pallier le décrochage des enfants et soutenir leur retour à l'école. Cette initiative peut être portée par les autorités locales.

3. Repenser les programmes afin d'assurer la qualité des enseignements pendant et après une situation de crise

a) Mettre en œuvre de manière contrôlée et progressive une révision profonde des curriculums avec une focalisation du primaire au secondaire sur les apprentissages et les connaissances qui correspondent aux exigences les plus fondamentales pour l'intégration des enfants dans leur environnement économique, social et culturel.

b) Faire de la formation des enseignants, de leur accompagnement et de leur supervision effectifs, la priorité des réformes dans le domaine de l'éducation.

c) Promouvoir davantage dans les systèmes éducatifs, le développement des compétences, talents et aptitudes des apprenants.

d) Veiller à ce qu'il y ait une adéquation entre l'offre de formation proposée par les structures d'enseignement et la demande des entreprises.

4. Rendre les systèmes éducatifs plus résistants aux crises futures (sanitaire, climatique, politique et sécuritaire.)

a) Accroître le financement public national consacré à l'éducation jusqu'à atteindre les niveaux recommandés à l'échelle internationale, à savoir 15 à 20 % des dépenses publiques et 4 à 6 % du produit intérieur brut.

b) Soutenir le renforcement des capacités des responsables de l'éducation à tous les niveaux en matière de planification du secteur de l'éducation.

c) Redynamiser la recherche en sciences éducatives.

d) Renforcer les liens entre décideurs, acteurs des systèmes éducatifs et le secteur privé.

5. Profiter de cette crise sanitaire comme catalyseur pour viser, à travers des réformes profondes, des systèmes éducatifs performants et souverains

Inscrire les projets éducatifs nationaux comme priorité stratégique des plans de

transformation économique, sociale et culturelle à long terme dans tous les pays ; déterminer de manière souveraine les orientations fondamentales dans le domaine de l'éducation, sur la base du modèle de citoyen que nous voulons former et assurer leur mise en œuvre cohérente sur une durée suffisamment longue pour produire des résultats.

TABLES DES MATIÈRES

LES PISTES D'ACTION	4
1 LES LEÇONS DES WATHINOTES.....	9
2 LES POINTS ISSUS DE WEBINAIRES	31
3 LES RECOMMANDATIONS	39
ANNEXE	43

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1 : Les obstacles de l'apprentissage à distance pendant la Covid-19	12
Encadré 2 : L'éducation en Afrique	14
Encadré 3 : Les pays d'Afrique subsaharienne peinent à financer leurs récents engagements en faveur de la gratuité de l'enseignement secondaire	21
Encadré 4 : Planification de l'éducation sensible au genre : quelles conditions, quelles solutions ?	22
Encadré 5 : Priorité politique au développement humain : les symboles aussi sont importants	24
Encadré 6 : Politiques en matière de Technologies de l'information et de la communication: au-delà de la salle de classe	26
Encadré 7 : Le Burundi sur la voie de l'école de demain	29
Encadré 8 : Les principales préoccupations concernant l'introduction de programmes d'enseignement à distance	34
Encadré 9 : Inadéquation entre les modèles d'enseignement et nos besoins ...	36
Encadré 10 : Le développement national par la science et l'éducation en Chine : un choix politique clair	37

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Taux d'alphabétisation des adultes, population de 15 ans et plus	17
Figure 2 : Estimations de l'impact de la Covid-19 sur la pauvreté des apprentissages	18
Figure 3 : Taux d'achèvement scolaire en 2018	19
Figure 4 : Taux d'alphabétisation des adultes, population de 15 ans et plus, considérant l'indice de parité des sexes	23
Figure 5 : Montant des dépenses publiques pour l'éducation (en millions de \$)	28
Figure 6 : Les principales préoccupations concernant l'introduction de programmes d'enseignement à distance	34

1. LES LEÇONS DES WATHINOTES

Les Wathinotes sont des extraits de publications sélectionnées par WATHI pour leur pertinence par rapport au thème du débat. Toutes les Wathinotes renvoient aux publications originales et intégrales qui ne sont pas hébergées par le site de WATHI, et sont destinées à promouvoir la lecture de ces documents, fruit du travail de recherche d'universitaires, d'experts et d'organisations spécialisées.

1.1 Les constats

a. Interruption des enseignements

« La plupart des pays ne disposent pas d'un cadre sectoriel de gestion des crises pour l'éducation et en particulier pour guider l'enseignement à distance. »

« La plupart des enseignants et des apprenants ont un accès Internet limité ou inexistant, couplé au défi de l'éloignement et de l'accès aux données. »

L'impact de la Covid-19 sur l'éducation dans les pays Africains, Association pour le développement de l'éducation en Afrique, 2020

« 1,57 milliard d'apprenants dans le monde (soit 91,4 % de la population étudiante mondiale) ne peuvent pas aller à l'école ou à l'université. »

« En Afrique, cette situation freinera davantage l'éducation sur un continent où déjà plus de 200 millions d'enfants et d'adolescents n'étaient pas en situation d'apprentissage et ces fermetures nationales touchent 140 millions d'enfants dans la région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale. »

Assurer l'éducation à domicile dans les États membres africains dans le contexte de la pandémie de Covid-19 : rapport sur la situation dans les pays, Association pour le développement de l'éducation en Afrique 2020

« L'interruption des enseignements /apprentissages pose plusieurs défis d'une part lié aux acquis scolaires et d'autre part aux services connexes (l'accès à des services de santé et nutrition) dont bénéficient plusieurs apprenants en situation de vulnérabilités, à travers le système éducatif. A cela s'ajoute, le manque d'expérience des gestions du système, des établissements, des enseignants et des parents d'élèves à l'apprentissage à distance mais aussi le faible accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et à la connectivité. »

« L'enquête sur la crise du Covid-19 au Sénégal montre que 16,6% des enfants ne poursuivent aucune activité éducative, avec un taux beaucoup plus élevé parmi les personnes interrogées sans éducation (24%) par rapport à celles ayant un niveau d'éducation primaire (18,5%) ou secondaire ou tertiaire (7,1%). Les enfants vivant dans des ménages pauvres sont également plus susceptibles de ne pas poursuivre d'activités d'apprentissage (19,7% contre 14,8% dans les ménages non pauvres). 38% des personnes interrogées déclarent que les enfants étudient seuls et il s'agit de la seule activité d'apprentissage mentionnée par 13% des personnes interrogées, ce qui

présente probablement moins d'avantages éducatifs que lorsqu'ils sont soutenus par un parent ou un enseignant. »

« La participation des enseignants dans la continuité éducative semble être marginale (4,5%) et peu d'enfants suivent des cours à la télévision/radio (10,1%) ou en ligne (0,9%). »

Impact socio-économique de la pandémie de la Covid-19 au Sénégal, PNUD, 2020

« Selon le site d'informations des Nations Unies, la rentrée scolaire a particulièrement été difficile dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale. Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) a annoncé que seulement 1 pays sur 3 a été en mesure d'accueillir en toute sécurité les enfants scolarisés. Ainsi, un rappel a été fait aux États de la région afin que la rentrée scolaire et la réouverture des écoles se fassent plus rapidement en adéquation avec des mesures de protection sanitaire et d'hygiène adéquates dans la lutte contre la pandémie du Covid-19. »

« D'après les données recueillies par l'UNICEF sur le terrain, seulement 7 pays sur les 24 de la région ont été en mesure de rouvrir leurs écoles de manière correcte pour la nouvelle année scolaire de 2020-2021. Ainsi, de nombreux enfants ont vu leur droit à l'éducation menacé pendant la gestion de la pandémie. »

« La Covid-19 est une nouvelle crise qui s'ajoute à de nombreux défis dans la région. Six mois après le début de la pandémie, toutes les écoles de la région ont dû fermer leurs portes. Seulement le Bénin, le Burkina Faso, le Cap vert, le Congo, la Guinée Équatoriale, le Tchad et la Sierra Leone ont pu accueillir les élèves sur le banc de l'école en respect des mesures sanitaires. »

La pandémie de la Covid-19 a déstabilisé la rentrée scolaire en Afrique de l'Ouest et Centrale, Media Terre 2020

« En mars 2020, la pandémie de la Covid-19 a pris de court les systèmes éducatifs qui n'étaient pas du tout préparés malgré les alertes venues des pays asiatiques, touchés dès le mois de décembre 2019. Dans le monde entier, les fermetures d'écoles dues à la Covid-19 ont touché 1,29 milliard d'élèves dans 185 pays, soit 73,8 % de la population étudiante mondiale, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Sur le continent africain, on estime que 297 millions d'élèves ont été confrontés aux fermetures d'écoles dues à la pandémie. »

« Face à cette crise, les responsables de l'éducation, au niveau ministériel, ont dû se réorganiser et trouver des alternatives au modèle présentiel pour assurer la continuité des enseignements. Il s'est écoulé une période de durée variable, pouvant aller jusqu'à un mois, pendant laquelle aucun élève n'a bénéficié d'un enseignement, quelle qu'en soit la forme. »

L'enseignement à distance en contexte Covid-19 : acquis et perspectives en Afrique subsaharienne, UNESCO 2020

b. Mécanismes pour assurer la continuité des enseignements

« À la suite de ces fermetures, les ministères de l'Éducation ont mis en place des stratégies

nationales visant à assurer la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage à domicile. Ces stratégies comprennent la création de comités stratégiques et techniques ainsi que de groupes de travail pertinents aux niveaux national et infranational, la collaboration avec d'autres branches du gouvernement et les principaux acteurs de l'éducation tels que le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement, ainsi que la mise à disposition de plateformes, d'outils et d'applications de communication/virtuels en ligne. »

« Au-delà du recours à la radio et à la télévision pour la diffusion de cours à travers tous les pays, avec l'ajout de la langue des signes, il existe peu de preuves d'initiatives délibérées visant à traiter la question de l'inclusion. »

« L'optimisation de l'utilisation des chaînes de radio et de télévision nationales spécialisées contribue à réduire les inégalités et à renforcer l'inclusion dans l'offre d'apprentissage numérique. On attend des stations de ces deux médias qu'elles reconnaissent leur rôle clé dans le soutien des objectifs nationaux en matière d'éducation et qu'elles s'efforcent d'améliorer la qualité de leur programmation, dans le cadre de leur responsabilité sociale. »

« Le développement préalable d'une grande expertise dans le domaine de l'enseignement à distance est nécessaire. Au Maroc et dans d'autres pays africains, par exemple, l'enseignement à distance ne date pas du début de la pandémie de Covid-19 ; plusieurs portails fonctionnels existent depuis longtemps et couvrent tous les niveaux d'enseignement. »

Assurer l'éducation à domicile dans les États membres africains dans le contexte de la pandémie de Covid-19 : rapport sur la situation dans les pays, Association pour le développement de l'éducation en Afrique 2020

c. Limites aux stratégies mises en place

« Toutes les stratégies mises en place par les autorités de l'éducation (cours en ligne, téléformation) présentent des limites importantes et ne sauraient remplacer les classes. Il existe des problèmes d'accessibilité par la majorité, d'interactivité, de contenus. »

Encadré 1 : Les obstacles de l'apprentissage à distance pendant la Covid-19

Dans toute la région, les écoles ont été fermées pendant plusieurs mois. Lors de cette période, les enfants ont déclaré n'avoir appris que très peu ou pas du tout. Deux enfants sur trois (69 %) ont déclaré avoir appris très peu de choses à la maison et 16 % n'ont rien appris pendant la période de confinement.

L'accès au matériel didactique est une clé de l'apprentissage à la maison. Toutefois, un pourcentage important d'enfants (42 %) ont déclaré ne pas avoir de matériel didactique à

la maison, tandis que plus de la moitié d'entre eux (58 %) avaient au moins un ou plusieurs matériels pour les aider dans leurs études. Parmi ceux qui ont dit avoir au moins un ou plusieurs matériels, 45 % avaient accès à un livre de lecture, tandis que très peu (9 %) avaient accès à la radio et presque tous n'avaient pas accès à un téléphone ou à un ordinateur.

Dans toute la région Afrique de l'Ouest et du Centre, étudier à la maison n'a pas été facile pour les enfants. Les principaux obstacles à l'apprentissage à distance que les enfants ont signalés étaient l'absence d'aide et de soutien (40 %), le manque de compréhension des devoirs (15 %) et un trop grand nombre de tâches domestiques à exécuter (15 %). En fait, environ 55 % des enfants ont signalé une augmentation générale des tâches ménagères, tandis que 48 % ont indiqué que le besoin de prendre soin des frères et sœurs ou d'autres membres du ménage augmentait plus qu'auparavant. Moins de la moitié (43 %) des parents et des responsables d'enfants ont déclaré qu'ils apportent parfois ou souvent de l'aide à leurs enfants, tandis que plus de la moitié ont admis n'offrir que peu ou pas de soutien à leurs enfants.

Il est à craindre que les effets à long terme de la Covid-19 n'exacerbent encore l'accès déjà limité à l'éducation et le nombre d'enfants qui vont à l'école.

[L'impact de la Covid-19 sur les enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre : leçons à tirer de 2020, Save the Children, 2021](#)

d. Implications liées à l'éducation des filles

« Dans beaucoup de sociétés, le travail domestique non rémunéré et la charge des enfants incombent avant tout aux femmes et aux filles. Ces tâches ménagères et familiales prennent encore plus d'importance lorsqu'écoles et entreprises ferment leurs portes et que le confinement s'impose. Cela affecte le travail des femmes qui, dans de nombreux contextes, composent l'essentiel du personnel enseignant. Cela affecte aussi les filles, qui sont alors dans l'incapacité de poursuivre leur apprentissage à distance. »

« Les risques que la fermeture des écoles – un espace de sécurité autant que d'apprentissage – fait peser sur les filles ne se limitent pas au virus lui-même. Le

confinement entraîne en effet un risque accru de violence domestique et d'abus sexuel.»

« Le confinement entraîne en effet un risque accru de violence domestique et d'abus sexuel »

« En Sierra Leone, l'épidémie d'Ebola a conduit à une hausse massive des grossesses précoces. Selon les enfants touchés par la crise, celles-ci étaient directement liées à la fermeture des écoles. Dans certaines communautés, la maternité deviendra une barrière permanente au retour des jeunes filles concernées sur les bancs de l'école une fois passée la crise de la Covid-19. »

Covid-19 et fermeture des écoles : pourquoi les filles sont plus à risque, Institut international de planification de l'éducation, 2020

« Au Sénégal, les femmes peuvent produire jusqu'à plus de 6 heures de travail domestique par jour, alors les hommes ne dépassent pas en moyenne 1H de temps. Les restrictions sur les déplacements, le recul de l'emploi domestique rémunéré et la fermeture des écoles, risquent fortement de creuser ces inégalités dans la production de travail domestique. Cette situation risque fortement de réduire la participation des femmes au marché du travail. »

Sénégal : un terrible impact attendu sur le système éducatif suite à la crise liée au COVID-19, International de l'éducation, 2020

e. Accroissement des inégalités dans l'accès à l'éducation

« La pandémie de Covid-19 a apporté une nouvelle réalité qui nécessite de repenser la manière dont une éducation de qualité peut être efficacement dispensée de manière inclusive et équitable, et le rôle de la technologie comme l'un des principaux catalyseurs.»

« La pandémie a montré comment la configuration actuelle de l'éducation a encore aggravé les inégalités et comment le statut socioéconomique dominant est une cible en constante évolution. »

« Les stratégies nationales mises en place pour l'apprentissage à distance ont généré des résultats mitigés. Les pays ont déployé des stratégies uniques ou une combinaison de stratégies, comme l'utilisation de chaînes de radio et de télévision intégrant la langue des signes, couplée à la distribution de supports pédagogiques pour l'auto-apprentissage des apprenants non atteints par des solutions technologiques dans les zones non urbaines et les communautés marginalisées. »

« De nombreux apprenants sont toujours exclus de la bonne éducation. Le domaine de l'éducation non formelle continue d'être un défi dans la plupart des pays africains, aggravé par la situation actuelle. L'enregistrement des risques liés à la protection pour les apprenants (tels que la violence domestique, l'exploitation sexuelle, le mariage précoce et les mutilations génitales féminines) n'est pas cohérent et les preuves de mesures correctives sont limitées. »

« La Covid-19 a prématûrement renforcé ces pratiques sociales rétrogrades entraînant des conséquences psychologiques et sanitaires ainsi que la discrimination fondée sur le sexe, et le risque pour les apprenants de devenir les plus grandes victimes de la

pandémie par un impact à vie sur leur éducation et leur sécurité. »

« L'utilisation de nouveaux outils, plateformes et supports d'apprentissage en ligne et hors ligne est positive mais profite toujours à un nombre relativement plus restreint de la population apprenante. »

L'impact de la Covid-19 sur l'éducation dans les pays Africains, Association pour le développement de l'éducation en Afrique, 2020

Encadré 2 : Les taux d'exclusion de l'éducation en Afrique

Parmi toutes les régions, l'Afrique subsaharienne a les taux les plus élevés d'exclusion de l'éducation. Plus d'un cinquième des enfants âgés d'environ 6 à 11 ans n'est pas scolarisé, suivi par un tiers des enfants âgés d'environ 12 à 14 ans. Selon les données de l'ISU, près de 60 % des jeunes âgés d'environ 15 à 17 ans ne sont pas scolarisés.

Si des mesures urgentes ne sont pas prises, la situation empirera certainement, car la région fait face à une demande croissante d'éducation en raison de l'augmentation constante de sa population d'âge scolaire.

L'éducation en Afrique est une priorité majeure pour l'UNESCO et l'ISU. En réponse, l'ISU élabore des indicateurs pour aider les gouvernements, les donateurs et les partenaires des Nations Unies à mieux relever ces défis. Par exemple, l'ISU observe dans quelle mesure les écoles manquent d'équipements de base comme l'accès à l'électricité et à l'eau potable, tout en faisant un suivi sur les conditions de scolarité – de la disponibilité de manuels scolaires à la taille moyenne des classes et la prévalence des classes multigrades. Avec sept pays sur dix étant confrontés à une pénurie aigüe d'enseignants, l'Institut produit également un ensemble de données sur leur formation, leur recrutement et leurs conditions de travail.

L'éducation des filles est une priorité majeure. Dans la région, 9 millions de filles âgées d'environ 6 à 11 ans n'iront jamais à l'école contre 6 millions de garçons, selon les données de l'ISU. Leur désavantage commence tôt : 23 % des filles ne sont pas scolarisées au primaire contre 19 % des garçons. À l'adolescence, le taux d'exclusion des filles s'élève à 36 % contre 32 % pour les garçons.

Pour aider les décideurs politiques à éliminer cette inégalité entre les sexes, l'ISU ventile tous les indicateurs par sexe dans la mesure du possible, tout en produisant des indices de parité entre les sexes et en élaborant des indicateurs spécifiques relatifs à l'accès à des toilettes séparées pour les filles et pour les garçons, et la présence d'enseignantes qui peuvent servir de modèles aux filles et les encourager à poursuivre leurs études.

Ce ne sont que quelques exemples de la façon dont l'ISU aide les gouvernements, les donateurs et les groupes de la société civile dans leurs efforts pour réaliser l'Objectif de développement durable 4 (ODD) et atteindre les enfants et les jeunes les plus marginalisés.

Institut des statistiques de l'UNESCO, 2020

« Les efforts des gouvernements présentent des limites lorsqu'il s'agit de prendre pleinement en compte des questions telles que l'inclusivité et l'équité, du fait de la rareté des ressources, de la situation géographique, des infrastructures limitées et de la disponibilité insuffisante des contenus d'apprentissage en ligne. »

Assurer l'éducation à domicile dans les États membres africains dans le contexte de la pandémie de Covid-19 : rapport sur la situation dans les pays, Association pour le développement de l'éducation en Afrique 2020

« Parmi les quelque 3 millions d'élèves, de la maternelle au lycée, que compte le pays, combien ont accès, chez eux, au matériel adéquat pour poursuivre leur apprentissage et avoir accès à la plateforme mise en place par le gouvernement ? »

« Nous sommes soumis à des difficultés car certains élèves habitent dans des zones où il n'y a pas de connexion internet, voire pas d'électricité. »

« Cette crise risque fort d'aggraver la situation [des familles les plus démunies] et pourrait avoir un effet sur un taux d'abandon des élèves déjà élevé (10,4 % au niveau national pour les 6-17 ans). »

Sénégal : les bons et les mauvais points de l'enseignement à distance au temps du coronavirus, 2020

« En plus d'avoir de graves conséquences sur l'apprentissage scolaire des enfants, la fermeture des écoles entraîne aussi des conséquences néfastes sur leur bien-être. Les filles des communautés marginalisées sont les premières victimes de la fermeture des écoles à cause de la pandémie, un scénario qui rappelle celui traversé par l'épidémie d'Ebola de 2014. »

« Pendant la période où les écoles étaient fermées, plusieurs gouvernements ont décidé d'utiliser les nouvelles technologies afin d'effectuer un enseignement à distance, avec notamment des programmes radiophoniques, télévisuels ou en ligne. Mais cette démarche n'a malheureusement pas pu atteindre tous les enfants, puisque d'après l'UNICEF, au moins 48% des enfants n'ont pas pu être scolarisés pendant la fermeture des écoles. »

« Les enfants subissent en effet de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire. Néanmoins, avant la pandémie mondiale de la Covid-19, environ 41 millions d'enfants et d'adolescents de la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre n'étaient pas scolarisés,

représentant ainsi presque un tiers des enfants non-scolarisés dans le monde. »

La pandémie de la Covid-19 a déstabilisé la rentrée scolaire en Afrique de l'Ouest et Centrale, 2020

« L'enseignement à distance, tel qu'il est organisé aujourd'hui, amplifie les inégalités scolaires. Les dispositifs proposés ont en réalité creusé de façon indirecte l'écart que subissent les populations vulnérables. »

L'enseignement à distance en contexte de Covid-19 : acquis et perspectives en Afrique subsaharienne, UNESCO 2020

« Les apprenants handicapés, les membres de minorités ou de groupes défavorisés, les déplacés ou réfugiés ou ceux encore vivant dans des zones reculées courent le plus grand risque d'être laissés-pour-compte. Même ceux qui ont accès au télé-enseignement ne sont pas certains de réussir, du fait de leurs conditions de vie et notamment de la répartition équitable des tâches ménagères. »

« Il nous faut prendre immédiatement des mesures audacieuses pour créer des systèmes éducatifs de qualité, inclusifs et résilients, adaptés aux exigences de demain », Antonio Guterres

f. Impact de la crise sur la qualité des apprentissages

« La fermeture des établissements d'enseignement risque de porter atteinte à la qualité de l'éducation du fait de plusieurs facteurs. Il s'agit notamment des perturbations dans l'apprentissage, des difficultés à procéder à des évaluations et à des examens, de l'utilisation inefficace des programmes dans la mesure où les contenus n'auraient pas été couverts de manière exhaustive dans les délais prévus, et de la réduction de la durée de l'année scolaire dans de nombreux pays. »

« Les familles sont placées au cœur de l'éducation et de la formation et apportent normalement de précieuses contributions en termes de motivation de l'enfant, de son intégration sociale, de sa culture et de son apprentissage formel. Anticiper que l'enseignement à domicile produira des moments d'inspiration, de plaisir et de frustration, savoir s'il remplacera complètement l'interaction et l'apprentissage en face-à-face entre l'apprenant et l'enseignant est une question à laquelle il revient à la science et au temps de répondre. »

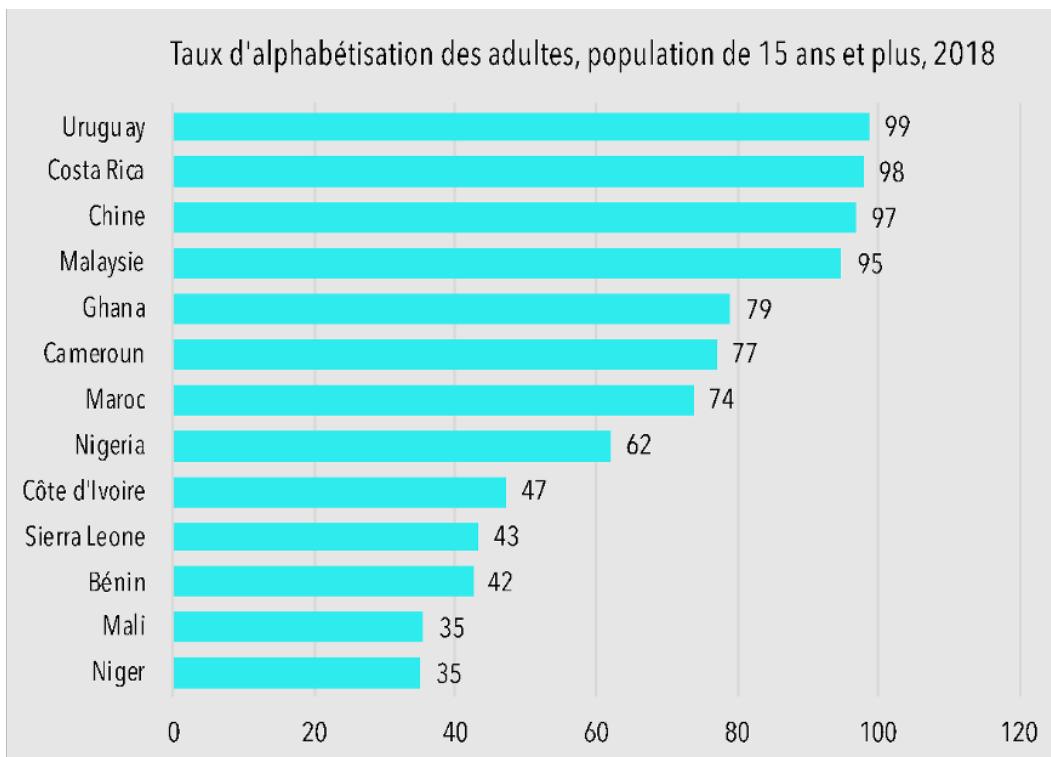
Assurer l'éducation à domicile dans les États membres africains dans le contexte de la pandémie de Covid-19 : rapport sur la situation dans les pays, Association pour le développement de l'éducation en Afrique 2020

« Les élèves déjà en difficulté dans le système routinier de l'école ne réussissent pas à suivre les cours à distance, encore plus scolaires, quand ils y accèdent, car ils n'ont pas la possibilité de poser les questions nécessaires à leur compréhension.

« Le manque d'interactivité les pénalise. Les retours de leurs enseignants sont de fait assez rares, ce qui démobilise les élèves sur la durée. »

L'enseignement à distance en contexte Covid-19 : acquis et perspectives en Afrique subsaharienne, UNESCO 2020

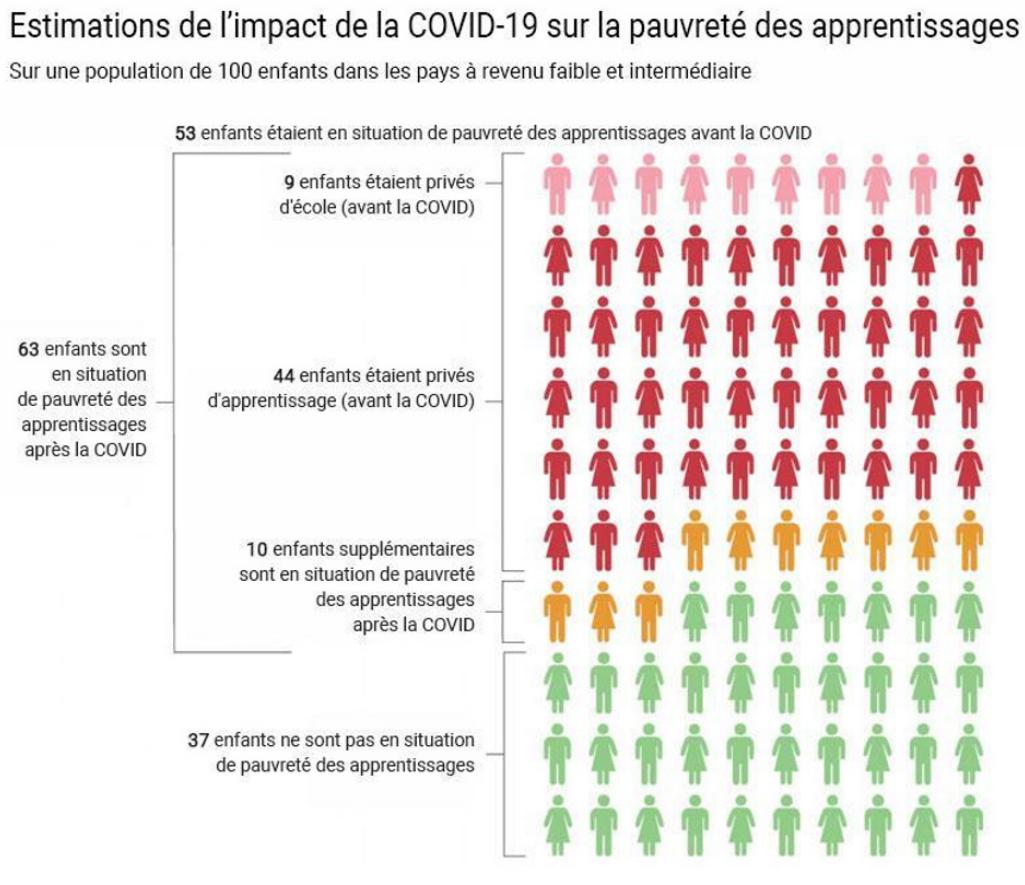
Figure 1 : Taux d'alphabétisation des adultes, population de 15 ans et plus



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, 2018

Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus qui peut, en le compréhendant, lire et écrire un texte court et simple sur sa vie quotidienne. D'une manière générale, cela englobe également la capacité à effectuer des calculs arithmétiques simples. Cet indicateur est calculé en divisant le nombre de personnes alphabétisées âgées de 15 ans et plus par la population du groupe d'âge correspondant et en multipliant le résultat par 100.

Figure 2 : Estimations de l'impact de la Covid-19 sur la pauvreté des apprentissages



Source : Estimation faite sur une population de 100 enfants dans les pays à faible revenu et intermédiaire.

[Banque Mondiale, 2021](#)

2.2 Les pistes d'action

a. Politiques de prévention des pertes d'apprentissage

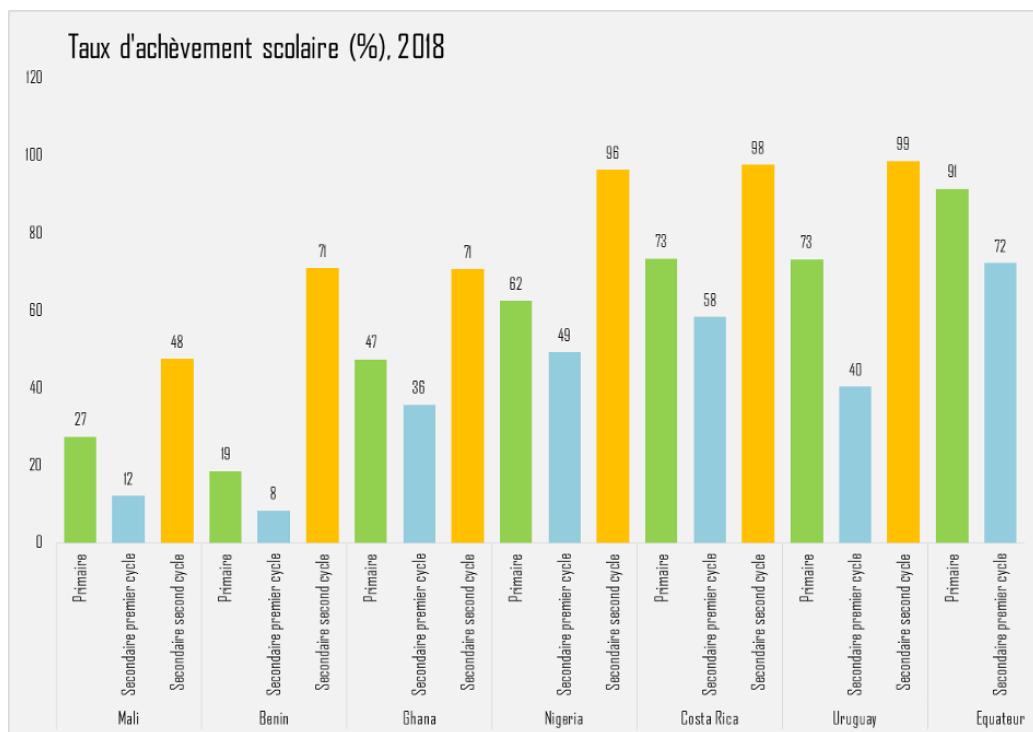
« Pour atténuer la perte d'apprentissage, il sera essentiel de mettre en place des systèmes de télé-enseignement efficaces et inclusifs. Bien que rien ne puisse remplacer une expérience de scolarisation en présentiel, les systèmes d'éducation peuvent faire participer les élèves de manière significative et productive pour améliorer leur apprentissage. »

« Utiliser les infrastructures existantes pour offrir des possibilités de télé-enseignement qui peuvent fonctionner pour tous les élèves. Au moment de développer ces options d'apprentissage à distance, les considérations d'équité doivent être au centre de leur conception, afin que les élèves ayant un accès limité ne soient pas négligés. Il est tout aussi important d'évaluer la capacité et les ressources actuelles du système éducatif pour s'assurer que les solutions peuvent être mises à l'échelle rapidement et de manière accessible ; un télé-enseignement qui dépend d'une technologie qui n'a pas été utilisée auparavant a peu de chances de réussir dans une situation d'urgence. »

« Veiller à ce que les possibilités de télé-enseignement soient multimodales et spécifiques au contexte du pays. En raison du manque d'accès au haut débit et aux appareils numériques dans les environnements à ressources limitées, les systèmes éducatifs doivent envisager des modalités alternatives pour s'assurer qu'ils atteignent tous les élèves. Dans les pays dépourvus d'infrastructures technologiques, les modèles d'apprentissage à distance hors ligne peuvent représenter la meilleure et la seule option. Il pourrait s'agir de distribuer des supports imprimés pour que les élèves puissent apprendre chez eux. »

« Il est essentiel d'apporter un soutien aux parents et aux enseignants, afin qu'ils puissent aider les enfants à maintenir leur engagement pour l'éducation et l'apprentissage. L'introduction du télé-enseignement d'urgence, pour les enfants, imposera aux parents une charge plus lourde pour aider à enseigner. Dans le cadre de ce soutien, les enseignants (de même que les élèves) auront besoin d'une formation rapide aux compétences numériques du niveau basique à intermédiaire. De nombreux enseignants, et étudiants, même au niveau universitaire, n'ont pas les compétences numériques requises pour utiliser les technologies numériques en ligne, ou même pour passer à l'utilisation de leur matériel d'enseignement et d'apprentissage existant en mode synchrone ou asynchrone. Ces lacunes sont plus importantes dans les zones plus défavorisées et il est donc important d'essayer de réduire cette fracture numérique pour éviter que les inégalités liées aux acquis ne s'accentuent. »

Figure 3 : Taux d'achèvement scolaire en 2018



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, 2020

Le nombre de personnes du groupe d'âge concerné qui ont achevé la dernière année du niveau d'enseignement donné est exprimé en pourcentage de la population totale du même groupe d'âge.

b. Reconstruire des systèmes éducatifs en mieux

« De nouveaux investissements seront nécessaires pour assurer la résilience à long terme du système, des écoles et des élèves. Malgré les efforts héroïques de nombreux éducateurs et administrateurs, la crise de la Covid-19 a montré, même dans les pays riches, à quel point les pouvoirs publics sont mal préparés pour absorber des chocs majeurs. »

« Il faudra augmenter le financement destiné aux premières lignes et aux zones où les besoins sont les plus importants, en utilisant des mécanismes qui ont fonctionné lors des crises passées. L'un des principes consiste à diriger les fonds vers les ménages et les écoles les plus durement touchés par la crise, par exemple au moyen d'un financement basé sur une formule qui donne la priorité aux plus vulnérables. »

« Les pouvoirs publics devraient préserver les dépenses publiques en matière d'éducation afin de protéger et de stimuler le capital humain. La communauté internationale devrait appuyer cet effort. Tant pour soutenir le capital humain que pour promouvoir l'équité, les acteurs internationaux devraient faire ce qu'ils peuvent pour aider les gouvernements à préserver et à améliorer le financement de l'éducation. »

Pandémie de Covid-19 : chocs pour l'éducation et réponses stratégiques, Banque Mondiale 2021

c. Donner la priorité à l'éducation dans les décisions financières

« Avant la crise actuelle, le déficit de financement en matière d'éducation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire était déjà de 1 500 milliards de dollars par an. Depuis, ce déficit s'est creusé. Il faut préserver et augmenter le budget alloué à l'éducation. L'éducation doit être placée au cœur de l'action de solidarité internationale, à savoir la gestion de la dette, les plans de relance économique, les appels humanitaires mondiaux et l'aide publique au développement. »

«Il nous faut prendre immédiatement des mesures audacieuses pour créer des systèmes éducatifs de qualité, inclusifs et résilients, adaptés aux exigences de demain», Antonio Guterres 2020

« Il est important d'explorer d'autres modèles de financement tout en favorisant un meilleur apprentissage par les pairs et un échange de connaissances entre les pays. »

L'impact de la Covid-19 sur l'éducation dans les pays Africains, Association pour le développement de l'éducation en Afrique, 2020

Encadré 3 : Les pays d'Afrique subsaharienne peinent à financer leurs récents engagements en faveur de la gratuité de l'enseignement secondaire

Ces dernières années, beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne ont pris l'engagement de garantir la gratuité de l'enseignement secondaire.

Les stratégies de financement poursuivies à cette fin ont connu des succès divers. Alors que la plupart de ces pays n'ont toujours pas réalisé l'achèvement universel de l'enseignement primaire, l'incidence du développement de l'éducation sur l'équité souffre d'un manque d'attention criant.

L'Ouganda a été le premier à adopter, en 2007, une politique en faveur de la scolarisation secondaire universelle qui, pendant dix ans, a été financée grâce à un partenariat public-privé. Dès 2016, près d'un tiers des élèves étaient scolarisés dans plus de 800 établissements financés par l'État et gérés par le secteur privé. Certaines analyses se sont interrogées sur la rentabilité de ce dispositif (O'Donoghue et al., 2018), d'autres mettant en avant son coût excessif (Malouf Bous et Farr, 2019). En 2018, le Gouvernement a pris la décision d'abandonner progressivement ce système pour investir dans la construction d'écoles publiques (Ahimbisibwe, 2018). Cependant, selon l'Institut de statistique de l'UNESCO, la part de l'éducation dans le budget a été ramenée de 20 % en 2004 à 12 % en 2017 et devrait continuer à diminuer pour n'atteindre plus que 10,3 % en 2019/20, ce qui remet en question la viabilité de l'engagement (Mutegeki, 2019).

Le Kenya a aboli les frais de scolarité dans le secondaire en 2008. Ces frais représentaient environ 40 % des dépenses totales des ménages, qui devaient par ailleurs prendre en charge les infrastructures, les frais d'internat et les uniformes. En 2016/17, le coût de cette mesure s'élevait à 320 millions de dollars EU, une somme qui représente 2 % environ du budget et près du double du coût de la politique précédente en faveur de la gratuité de l'enseignement primaire. Selon une évaluation, cette mesure a eu pour effet d'allonger de près de 0,75 année la durée de la scolarisation des filles, de réduire de 25 % la probabilité pour les filles de se marier avant l'âge de 18 ans et d'augmenter de 28 % leur probabilité d'obtenir un emploi qualifié (Brudevold-Newman, 2017).

La République-Unie de Tanzanie a aboli les frais de scolarité dans le premier cycle du secondaire en 2015. L'État a considérablement augmenté le budget de l'éducation, qui a ainsi doublé entre 2011/12 et 2015/16 (UNICEF, 2017). Selon l'exercice de simulation qui a été réalisé, ces mesures pourraient se traduire par une progression de plus de 50 % du taux de scolarisation dans le premier cycle du secondaire d'ici à 2025 pour un coût de 840 millions de dollars EU par an au moins, somme nécessaire au recrutement de 75 000 enseignants supplémentaires et à la construction de 30 000 nouvelles salles de classe. La part du premier cycle du secondaire dans le budget de l'éducation passerait ainsi de 19 % en 2018 à 35 % en 2024.

L'étude recommande d'adopter des mesures d'économies, notamment dans le domaine de la construction, afin que la mise en œuvre de ces mesures de développement reste financièrement viable (Asim et al., 2019). Au Ghana, l'éducation

de base est gratuite depuis 1992. Pour faire face à la hausse de la demande, l'État a institué la gratuité du second cycle du secondaire. Bien que l'éducation soit suffisamment pourvue, la part de l'éducation dans le total des dépenses publiques ordinaires (hors service de la dette) est en recul. Après avoir atteint le pic de 32,3 % en 2015, elle devrait passer à 21,3 % en 2019 puis à 19,9 % en 2020 (Partenariat mondial pour l'éducation, 2018), ce qui pourrait compromettre la politique de gratuité de l'enseignement secondaire.

Rapport mondial de suivi sur l'éducation : inclusion et éducation, tous sans exception.
Unesco 2020

d. Cibler les personnes isolées

« Il faut concevoir des initiatives dans le domaine de l'éducation qui bénéficient aux personnes les plus à même d'être laissées de côté : celles en situation d'urgence ou de crise, celles qui font partie de minorités, celles qui sont déplacées ou handicapées. Il faut au cours de ces initiatives tenir compte des difficultés particulières que connaissent les filles, les garçons, les femmes et les hommes, et combler d'urgence le fossé numérique.»

«Il nous faut prendre immédiatement des mesures audacieuses pour créer des systèmes éducatifs de qualité, inclusifs et résilients, adaptés aux exigences de demain», Antonio Guterres 2020

Encadré 4 : Planification de l'éducation sensible au genre : quelles conditions, quelles solutions ?

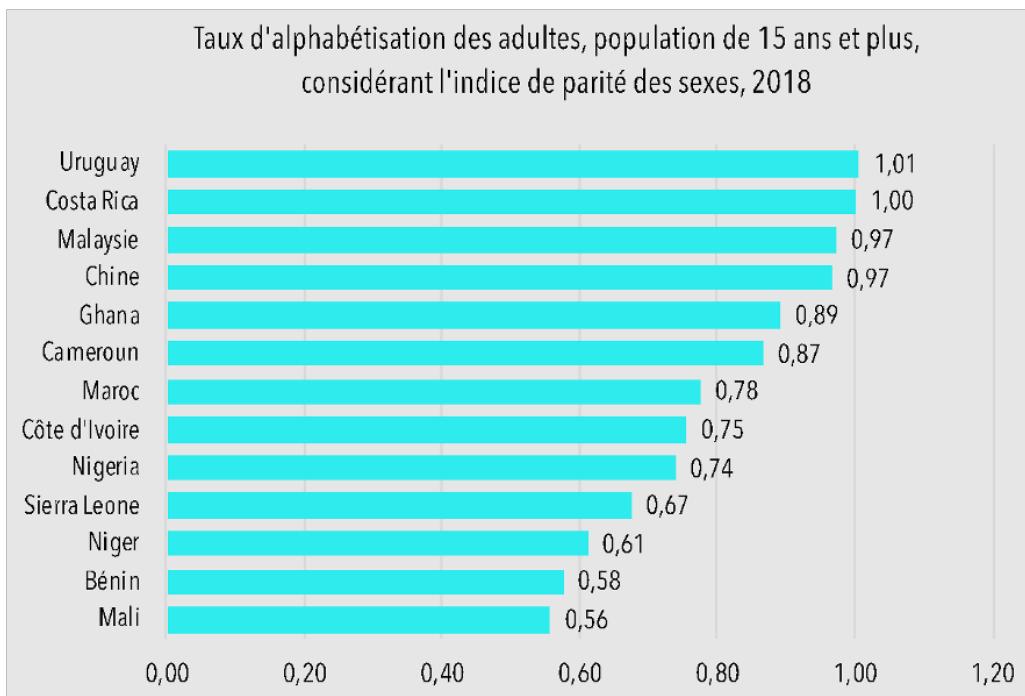
La planification de l'éducation sensible au genre ne se limite pas à la formulation de stratégies visant à lutter contre les inégalités de genre. Elle doit prendre en compte le poids des normes et des rôles sociaux liés au genre à la fois dans les processus et les contenus.

Outre l'appui de l'IIEPE (Institut international de planification de l'éducation) à tout le processus de planification sensible au genre, renforcer la sensibilité des budgets au genre est un des leviers techniques promus par l'institution auprès des pays membres de l'Initiative Priorité à l'Égalité. Cette approche permet ainsi de garantir que les investissements du secteur éducatif font progresser l'égalité de genre.

L'IIEPE œuvre également aux côtés des pays en faveur de l'intégration du genre au sein même des administrations éducatives. Il s'agit de renforcer leur capacité à introduire, de façon systématique et réfléchie, la dimension de genre dans leur fonctionnement. Cela passe notamment par le renforcement des capacités de tout le personnel des ministères de l'éducation sur la question du genre, et à tous les niveaux. Ou encore par une meilleure représentation des femmes aux postes à forte responsabilité dans les ministères de l'éducation.

Égalité de genre dans l'éducation : creuser au-delà des évidences, UNESCO 2021

Figure 4 : Taux d'alphabétisation des adultes, population de 15 ans et plus, considérant l'indice de parité des sexes



Source : Rapport entre le taux d'alphabétisation des femmes adultes et le taux d'alphabétisation des hommes adultes. Il est calculé en divisant la valeur féminine de l'indicateur par la valeur masculine de l'indicateur. Une valeur égale à 1 indique la parité entre les femmes et les hommes. En général, une valeur inférieure à 1 indique une disparité en faveur des hommes et une valeur supérieure à 1 indique une disparité en faveur des femmes.

Institut des Statistiques de l'UNESCO, 2018

e. Bâtir aujourd’hui l’avenir de l’éducation.

« Nous avons actuellement une chance singulière de repenser l’enseignement. Nous pouvons adopter des systèmes prospectifs, qui permettront d’offrir à tous une éducation de qualité et serviront de tremplin à la réalisation des objectifs de développement durable. Pour cela, nous devons investir dans le numérique et dans les infrastructures, enseigner aux élèves comment apprendre, revitaliser l’apprentissage tout au long de la vie et renforcer les liens entre éducation formelle et non formelle. »

« Nous devons exploiter des méthodes d’enseignement plus souples et les nouvelles technologies, tout en modernisant les programmes scolaires et en fournissant un appui constant aux enseignants et aux communautés. »

«Il nous faut prendre immédiatement des mesures audacieuses pour créer des systèmes éducatifs de qualité, inclusifs et résilients, adaptés aux exigences de demain», Antonio Guterres 2020

« Les stratégies pour les examens et les évaluations nécessitent un passage en revue basé sur l'expérience Covid-19. Il est temps de se concentrer délibérément sur les évaluations, et moins sur les examens, comme moyen de déterminer une démonstration authentique des connaissances, des aptitudes et des compétences. »

L'impact de la Covid-19 sur l'éducation dans les pays Africains, Association pour le développement de l'éducation en Afrique, 2020

« L'Afrique devrait transformer la crise de la Covid-19 en une opportunité d'accélérer sa transformation numérique car cela aura un impact sur des secteurs clés tels que l'éducation. Cela doit s'accompagner d'une dynamique soutenue d'intégration régionale.»

L'impact de la Covid-19 sur l'éducation dans les pays Africains, Association pour le développement de l'éducation en Afrique, 2020

Encadré 5 : Priorité politique au développement humain : les symboles aussi sont importants

Dans le centre-ville de Gaborone, un bâtiment moderne se distingue nettement des autres. Ce n'est pas le siège de la banque centrale, ni celui du ministère de l'Économie. Non, l'immeuble le plus imposant de ce quartier abrite le ministère de l'Éducation et du développement des compétences. A quelques dizaines de mètres de là, une villa blanche, coquette mais banale : la présidence de la République. Qu'on est loin de nombre de pays d'Afrique de l'Ouest, où les bâtiments désuets qui abritent les ministères de l'Éducation contrastent avec le clinquant des palais présidentiels, voire des résidences privées des ministres et hauts fonctionnaires !

Le Botswana est toujours dans le groupe de tête dans les classements des pays africains en matière de bonne gouvernance et de développement humain. Et ce, malgré le choc qu'a été l'épidémie du VIH Sida. Les Botswanais expliquent que leur succès réside dans la priorité donnée, depuis l'indépendance, à l'éducation, à la santé et, bien sûr, à la gestion vertueuse de la manne des diamants.

Évidemment, il ne s'agit pas seulement de doter certains ministères de locaux modernes. Il s'agit de faire de l'éducation la priorité absolue. On peut difficilement affirmer qu'on en est vraiment là aujourd'hui, en Afrique de l'Ouest et dans une grande partie de l'Afrique centrale, où les ressources naturelles ont servi à une accumulation de fortunes personnelles ridicules, à des investissements de prestige improductifs et à la recherche effrénée de rentes. Aux antipodes de l'incitation à l'effort, à la quête de savoir et de savoir-faire.

Aller à l'école, y rester et y apprendre vraiment

Malgré des progrès considérables dans la scolarisation primaire, L'Afrique de l'Ouest continue d'abriter des millions d'enfants qui n'auront jamais connu l'école.

Au Burkina Faso et au Niger, moins de deux enfants sur cinq vont à l'école primaire. Les taux de scolarisation dans le secondaire sont partout assez bas : 42 % au Bénin, 39 % en Côte d'Ivoire, 56 % au Ghana, 30 % au Mali, 20 % au Niger...

Se pose avec gravité la question de la réalité des apprentissages. Au Niger, moins de 10% des élèves atteignent le seuil suffisant de compétences en lecture en fin de cycle primaire. Au Bénin, au Burkina Faso et au Sénégal, entre 51,7 % et 61,1 % des élèves de fin de cycle primaire ont des compétences de lecture suffisantes pour poursuivre une scolarisation de qualité.

Adapter, innover tout en conservant les fondamentaux de l'éducation

Il faut aussi redonner toute leur place à l'éducation civique et morale, à la découverte du patrimoine culturel africain, à la familiarisation avec l'agriculture, l'élevage, au service communautaire, à la valorisation du travail manuel, à l'éducation financière. Et pour tout cela, bien sûr, il faut recourir à des méthodes pédagogiques attractives pour les enfants d'aujourd'hui, avec notamment l'utilisation des technologies de l'information et de la communication, du théâtre, et l'initiation aux débats et à la réflexion critique.

Il s'agit d'un défi extraordinaire, compte tenu de forte la croissance démographique et des ressources limitées. Mais il est vital d'envisager avec pragmatisme toutes les options possibles pour pouvoir proposer aux enfants une éducation publique de qualité.

Extraits de la tribune de Gilles Yabi, Jeune Afrique, 2019

f. L'apprentissage à distance pour atténuer la perte d'apprentissage

« Il serait utile d'étudier les possibilités de partenariats avec des fournisseurs du secteur privé en vue de fournir un contenu qui a déjà été développé. Un des points clés de la discussion sur l'utilisation des smartphones sera les partenariats avec les opérateurs de télécommunications pour permettre le téléchargement gratuit du contenu mis à disposition sur le site du Ministère de l'Éducation (ou toute agence hébergeant des plateformes de ressources d'apprentissage). La télévision, qui offre la possibilité de sous-titrages pour tenir compte des apprenants de diverses langues et des élèves en situation de handicap ou la possibilité d'avoir des interprètes en langue des signes pour atteindre les apprenants à déficience auditive, et les options offertes par la radio peuvent toujours être utilisées. »

Note d'orientation sur la riposte des systèmes éducatifs à la Covid-19, Banque Mondiale 2020

« Les partenariats stratégiques restent essentiels au lancement de projets efficaces d'apprentissage à distance. Des stratégies pour intégrer les aspects critiques de l'expérience Covid-19 liés à l'enseignement à distance dans le système d'information de gestion de l'éducation (SIGE) sont nécessaires pour éclairer la réforme du secteur de

l'éducation. »

« Les gouvernements devraient tirer parti des enseignements tirés des partenariats et des collaborations réussis et échoués au cours de la Covid-19 pour améliorer leur engagement futur avec les parties prenantes en temps de crise. Premièrement, il est essentiel de répondre aux besoins éducatifs des communautés touchées par les crises et auxquelles elles sont exposées. Deuxièmement, le partenariat public-privé est d'une importance cruciale dans ce type d'urgence (par exemple pour aider à faire face au coût de l'infrastructure des Technologies de l'information et de la communication et de l'accès à Internet pour les enseignants et les apprenants). »

« Parmi les principales recommandations pour le nouveau modèle de prestation de l'éducation, il y a un examen de la politique générale et des directives réglementaires pour intégrer la technologie numérique, une plus grande implication des parents, en particulier pour les jeunes élèves, et le renforcement du développement professionnel des enseignants. »

L'impact de la Covid-19 sur l'éducation dans les pays Africains, Association pour le développement de l'éducation en Afrique, 2020

Encadré 6 : Les politiques en matière de Technologies de l'information et de la communication (TIC) : au-delà de la salle de classe

L'éducation de base, initiale, primaire et secondaire, dans le monde entier, reste fondamentalement en face-à-face. Et les réflexions sur les politiques en matière de TIC ont toujours été axées sur l'éducation en présentiel, c'est-à-dire sur la technologie en classe. Mais aujourd'hui, nous voyons la technologie comme un outil pour l'enseignement à distance.

En général, l'expérience de l'enseignement à distance (en ligne) est beaucoup plus fréquente au niveau universitaire. De nombreux enseignants mettent en place des stratégies numériques impliquant des travaux en dehors des horaires de classe (par exemple, des classes inversées). Mais l'élaboration de projets d'enseignement en ligne de qualité demande beaucoup de temps, d'efforts et même beaucoup de travail interdisciplinaire avec des experts.

Contrairement aux expériences d'enseignement à distance - qui sont planifiées dès le départ et conçues pour être en ligne - nous pourrions dire que l'enseignement à distance en situation d'urgence est un changement temporaire de l'enseignement en raison d'une crise.

La route vers 2030

Dix ans nous séparent de l'échéance de l'Agenda 2030. À l'IIEP-UNESCO, nous nous concentrerons sur l'objectif 4 du développement durable. Au niveau de la planification de l'éducation, nous devons poser les bases pour pouvoir - d'ici 2030 - éliminer

les disparités entre les sexes dans l'éducation et assurer l'égalité d'accès à tous les niveaux d'éducation et de formation professionnelle. Une attention particulière est accordée aux personnes vulnérables, notamment les personnes en situation de handicap, les peuples autochtones et les enfants en difficulté.

La crise actuelle révèle que les politiques numériques dans le domaine de l'éducation doivent encore relever de nombreux défis. Ces politiques seront essentielles pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030. Il sera nécessaire de redoubler d'efforts pour soutenir les politiques en matière de TIC dans l'éducation au cours des années à venir. Nous devrons intégrer la planification pour les contextes de crise, répondre au besoin d'un Internet universel et aller plus loin pour nous aligner sur les discussions mondiales, telles que le big data et l'intelligence artificielle pour la planification et la gestion des systèmes éducatifs.

[Les TIC en Amérique latine : Politiques en matière de TIC : au-delà de la salle de classe, UNESCO 2020](#)

g. Évaluation de l'impact en vue tirer des enseignements pour l'avenir

« Il est essentiel de comprendre l'ampleur de l'impact effectif et potentiel des perturbations sur l'apprentissage par exemple, la fermeture des écoles, l'absentéisme des élèves et des enseignants, le report des examens, les familles manquant de moyens pour remettre leurs enfants à l'école, etc. »

« La baisse des revenus familiaux à cause des impacts économiques de la crise pourrait avoir affecter l'assiduité, en particulier lorsque les frais de scolarité sont à la charge des familles. Si cette situation est notée lors de l'évaluation, les pays pourraient envisager la suspension temporaire de ces frais ou l'octroi de transferts monétaires conditionnels aux plus démunis. »

h. Préparer des mécanismes de collecte de données robustes

« Les systèmes sont plus efficaces lorsqu'ils sont dotés d'outils d'information et de plans d'intervention bien établis et éprouvés. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne où les données sont rares, les équipes de la Banque mondiale soutiennent la mise en place de systèmes robustes pour appuyer la prise de décision en situation d'urgence. »

[Note d'orientation sur la riposte des systèmes éducatifs à la Covid-19, Banque Mondiale 2020](#)

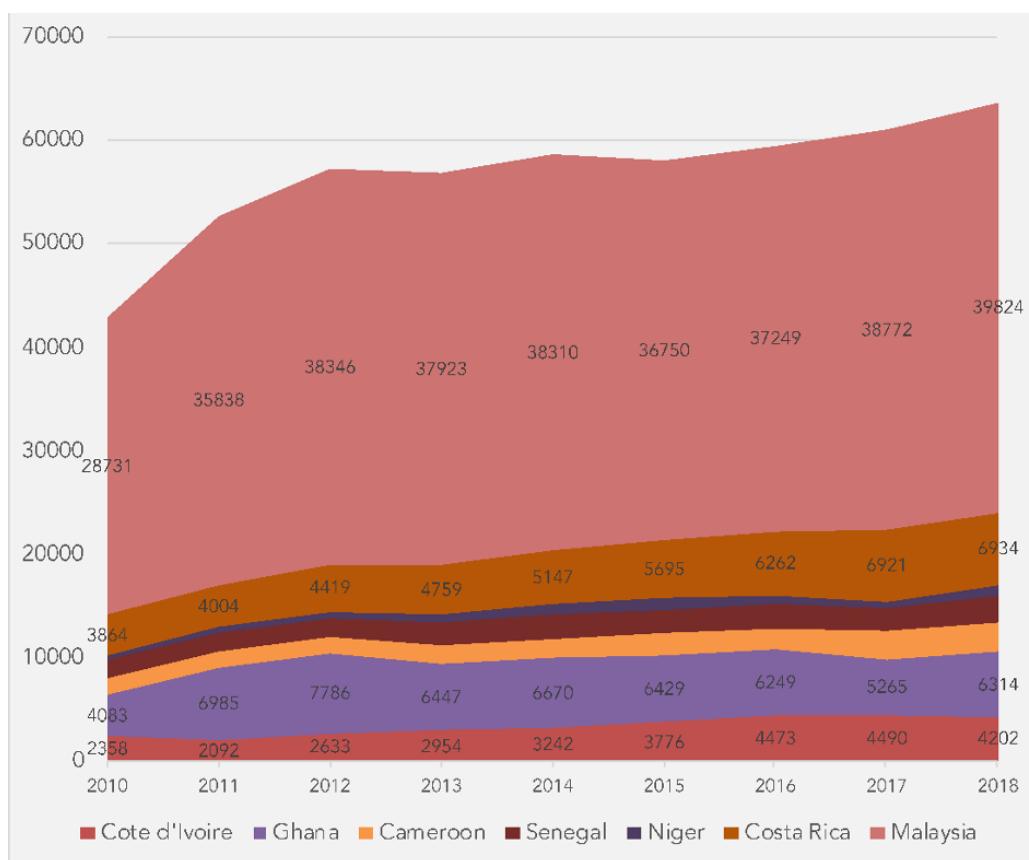
i. Réformer les systèmes éducatifs

« Il est temps que les gouvernements de la région réforment leurs systèmes éducatifs, afin de préparer les élèves et s'assurer qu'ils sont en mesure de contribuer au développement économique de leur pays ; et qu'ils sont compétitifs au niveau mondial. Cela nécessite une révision complète des programmes scolaires pour qu'ils reflètent les besoins et les aspirations de la société du 21e siècle et au-delà. »

« Pour pouvoir combler le déficit d'apprentissage et s'assurer que les enseignants soient capables de rattraper les pertes de leurs élèves en termes d'apprentissage, des techniques d'évaluation plus informatives et ipsatives devraient être adoptées par les autorités éducatives et mises en œuvre dans les écoles. »

Covid-19 et éducation en Afrique subsaharienne : 5 mesures à prendre pour aller de l'avant, Institute for Education Studies, 2021

Figure 5 : Montant des dépenses publiques pour l'éducation (en millions de \$)



Source : Les dépenses publiques pour l'éducation (courantes, en capital et transferts). Elles comprennent les dépenses financées par des transferts de sources internationales vers le gouvernement.

Institut des Statistiques de l'UNESCO, 2018

Encadré 7 : Le Burundi sur la voie de l'école de demain

Le 7 septembre 2020, c'était la rentrée des classes au Burundi. Contrairement à beaucoup de pays dans le monde, les élèves ont terminé l'année scolaire précédente normalement, puis sont retournés en classe à la rentrée. Officiellement, le Burundi comptait 606 cas de COVID-19 (a) et un seul décès au 4 novembre 2020.

Le Burundi a compris avant bien d'autres pays qu'investir dans son capital humain serait un levier majeur de sa transformation. L'instauration de la gratuité de l'école primaire en 2005 a abouti à une augmentation significative des taux de scolarisation et d'achèvement des études, en particulier dans les premières années de scolarité. Grâce à la volonté affirmée de donner aux filles les mêmes chances qu'aux garçons et de favoriser leur scolarisation dans les petites classes, la parité est une réalité dans le primaire depuis 2012.

Par ailleurs, la qualité des apprentissages s'est aussi considérablement améliorée. Les résultats du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) pour l'année 2014 sont éloquents : non seulement les enfants burundais obtiennent de meilleurs résultats que leurs pairs d'Afrique francophone en lecture et en mathématiques mais le Burundi est le seul pays affichant un score national élevé et un faible écart de performances entre les meilleurs élèves et les moins avancés en fin de primaire.

Les élèves du primaire au Burundi obtiennent de meilleurs résultats que ceux des autres pays d'Afrique subsaharienne : selon le classement issu des tests harmonisés de l'indice de capital humain, le Burundi est le sixième pays le plus performant sur 42. Depuis que l'école primaire est gratuite, le taux d'alphabétisation a fortement progressé, notamment chez les jeunes, passant de 62 % en 2008 à 88 % en 2017, ce qui place le Burundi parmi les 20 premiers pays d'Afrique.

Ces résultats spectaculaires sont dus en partie au fait que les enseignements sont dispensés en kirundi (la langue locale parlée par 98 % de la population) pendant les premières années scolaires, mais aussi à un corps enseignant qualifié, dévoué et expérimenté, et à une communauté engagée qui accompagne les efforts du gouvernement au niveau local.

[Le Burundi sur la voie de l'école de demain, World Bank Blog, 2021](#)

j. Renforcer les capacités des enseignants

« Les gouvernements d'Afrique subsaharienne doivent également s'efforcer de renforcer les capacités des enseignants. La pandémie a mis en évidence les insuffisances de nos programmes de préparation et de formation professionnelle continue des enseignants. La plupart des enseignants de la région ne sont pas au fait des nouvelles technologies, ce qui rend difficile la mise en œuvre sans heurts des programmes et des politiques d'apprentissage en ligne. »

k. Adopter une politique d'éducation inclusive

« L'une des mesures stratégiques dont les gouvernements de la région ont besoin consiste en une politique d'éducation inclusive. Les élèves ne devraient pas être privés des ressources éducatives de base en raison de leur situation géographique, de leur statut socio-économique, de leur milieu familial ou de leurs déficiences physiques ou psychologiques. »

Covid-19 et éducation en Afrique subsaharienne : 5 mesures à prendre pour aller de l'avant, Institute for Education Studies, 2021

« Les gouvernements peuvent transformer cette « situation inhabituelle » en une opportunité grâce à des idées et des stratégies prêtes à l'emploi, dont la moindre est le déploiement d'une approche à plusieurs volets pour « ne laisser aucun apprenant derrière ». »

« Il est donc important que les gouvernements mettent en place des réponses appropriées sensibles au genre face aux défis éducatifs actuels et futurs. »

L'impact de la Covid-19 sur l'éducation dans les pays Africains, Association pour le développement de l'éducation en Afrique, 2020

« Les autorités éducatives doivent prendre des mesures pour éviter une inversion désastreuse des progrès réalisés en matière d'éducation des filles et des jeunes femmes. »

« S'appuyer sur les réseaux de femmes, au niveau communautaire, pour organiser la réponse à la crise, encourager les filles à poursuivre leur apprentissage durant et après la crise, et à se soutenir mutuellement. »

« Les planificateurs de l'éducation doivent garder à l'esprit les menaces particulières que la fermeture des établissements scolaires, en raison du coronavirus, fait peser sur les filles et les jeunes femmes. La fracture numérique entre les sexes doit notamment être surmontée pour que les filles puissent bénéficier des solutions d'apprentissage à distance ; les horaires doivent être aussi flexibles que possible pour que l'apprentissage puisse s'organiser autour des tâches domestiques. »

Covid-19 et fermeture des écoles : pourquoi les filles sont plus à risque, Institut international de planification de l'éducation 2020

2. QUELQUES POINTS ISSUS DE WEBINAIRES

2.1 Les constats

a. Les obstacles à l'enseignement à distance en Afrique de l'Ouest

Ces obstacles peuvent être d'ordre technique, politique, social ou encore linguistique :

- La non disponibilité des matériels : smartphones, ordinateurs de qualité, accessibilité à la connexion ;
- L'absence d'électricité dans certaines localités ;
- Le manque de leadership et de portage politiques pour accompagner le processus de transformation digitale dans l'enseignement ;
- La résistance de certains enseignants, qui voient à travers l'adoption du digital dans l'enseignement, un risque de perte/diminution de leurs pouvoirs de négociation pour satisfaire leurs revendications sociales ;
- Les limites liées aux apprenants (moins de motivation, problèmes d'assiduité, etc.) ;
- Les limites linguistiques (certains contenus ne sont disponibles qu'en anglais) ;
- Les risques d'inadaptation du contenu et la complexité de l'assurance à qualité.

«Pour moi, le e-learning facilite le suivi des enseignements et permet d'éviter le bavardage et autres éléments qui perturbent le déroulement des cours en présentiel. Par contre le coût de l'internet qui est assez élevé au Niger, financièrement, c'est compliqué pour les étudiants d'avoir toute la connexion nécessaire pour suivre une semaine de cours lorsqu'ils ne sont pas sur le campus. » Rama, étudiante en deuxième année à l'African Development University (ADU) au Niger.

b. Un grand besoin d'acculturation digitale

L'accessibilité est le grand enjeu de l'enseignement à distance, mais la crise actuelle révèle aussi un grand besoin « d'acculturation digitale ».

Au-delà des difficultés liées aux infrastructures et à la maîtrise des outils, il faut questionner la place de l'enseignant dans ce nouveau modèle, sa manière de maintenir l'interactivité et d'avoir un contenu pédagogique de qualité. Le e-learning ne signifie pas, comme le pensent certains, que le travail d'enseignant sera amené à disparaître.

Enseignement à distance en Afrique francophone : utopie ou réalité ? WATHI-DALBERG, 2020

c. La fermeture des écoles

« Selon les statistiques de l'UNESCO, en date du 5 Avril 2020, le nombre de jeunes touchés par ces fermetures d'écoles et d'université dans 188 pays s'élève à plus de 1,600,000,000 soit plus de 88% de l'ensemble des élèves et étudiants. 90% des écoles sont touchées en Afrique. »

Saliou Sall : Coordonnateur principal de programme, International Institute for Capacity Building in Africa

[Webinaire sur les stratégies pour assurer la continuité pédagogique pendant la période de crise du COVID19 : Échanges entre pays francophone d'Afrique, UNESCO-IICBA 2020](#)

« Avec la pandémie de COVID-19, 1,6 milliards d'apprenants sont tenus hors des classes dans 186 pays dans le monde avec presque la moitié sans aucun outil d'apprentissage notamment en Afrique Sub-Saharienne. » **Saliou Sall : Coordonnateur principal de programme, International Institute for Capacity Building in Africa**

« 551 000 élèves et étudiants en classes d'exams impactés par la COVID-19 en 2020.» **Alioune Badara Diop, Directeur de l'Institut National d'Études et d'Action pour le Développement et l'Éducation**

[Webinaire de IICBA TALENT ADEA sur l'évaluation des apprentissages en période de fermeture des écoles due à la COVID-19](#)

d. Les alternatives pour assurer la continuité des enseignements

« 3.500.000 apprenants sont obligés de rester à la maison au Sénégal. Sur 15 Millions d'habitants, près de 9 Millions sont connectés ce qui a facilité la mise en œuvre de l'initiative. Aussi l'État, avant la pandémie, avait lancé plusieurs initiatives visant à numériser l'apprentissage au Sénégal. Dans les zones déshéritées, le ministère de l'éducation a fait le choix de distribuer des supports papier pour faciliter l'apprentissage.»

M. Massamba Thiane : Chef de la division de la radiodiffusion scolaire du Ministère de l'éducation du Sénégal

[Webinaire sur les stratégies pour assurer la continuité pédagogique pendant la période de crise du COVID19 : Échanges entre pays francophone d'Afrique, UNESCO-IICBA 2020](#)

e. Renforcement des inégalités et éducation des filles

« La pandémie y a davantage exacerbé les disparités sociales en accentuant la précarité des conditions des groupes déjà marginalisés, vulnérables ou à faibles revenus. »

« Cette fermeture des écoles peut causer l'abandon scolaire surtout des filles qui sont déjà une catégorie vulnérable. »

Saliou Sall : Coordonnateur principal de programme, International Institute for Capacity Building in Africa

Webinaire sur les stratégies pour assurer la continuité pédagogique pendant la période de crise du COVID19 : Échanges entre pays francophone d'Afrique, UNESCO-IICBA 2020

«1,1 milliard d'apprenants sont touchés par la pandémie dans le monde. Pendant son pic, environ 1,6 milliard d'élèves ont été tenus à l'écart de l'école, dont 767 000 000 filles. De la violence sexiste au mariage précoce, les filles sont confrontées à plusieurs types de violence lorsqu'elles ne sont pas à l'école et 20 000 000 filles pourraient ne jamais retourner dans les salles de classe.»

«En Sierra Leone, c'est la troisième fois que les écoles sont fermées pour une longue période. C'est toujours un défi car pendant la fermeture, entre 10 et 15% des filles tombent enceintes ce qui a un fort impact sur leur apprentissage.» David Moinina Sengeh Ministre de l'enseignement primaire et secondaire, Sierra Leone

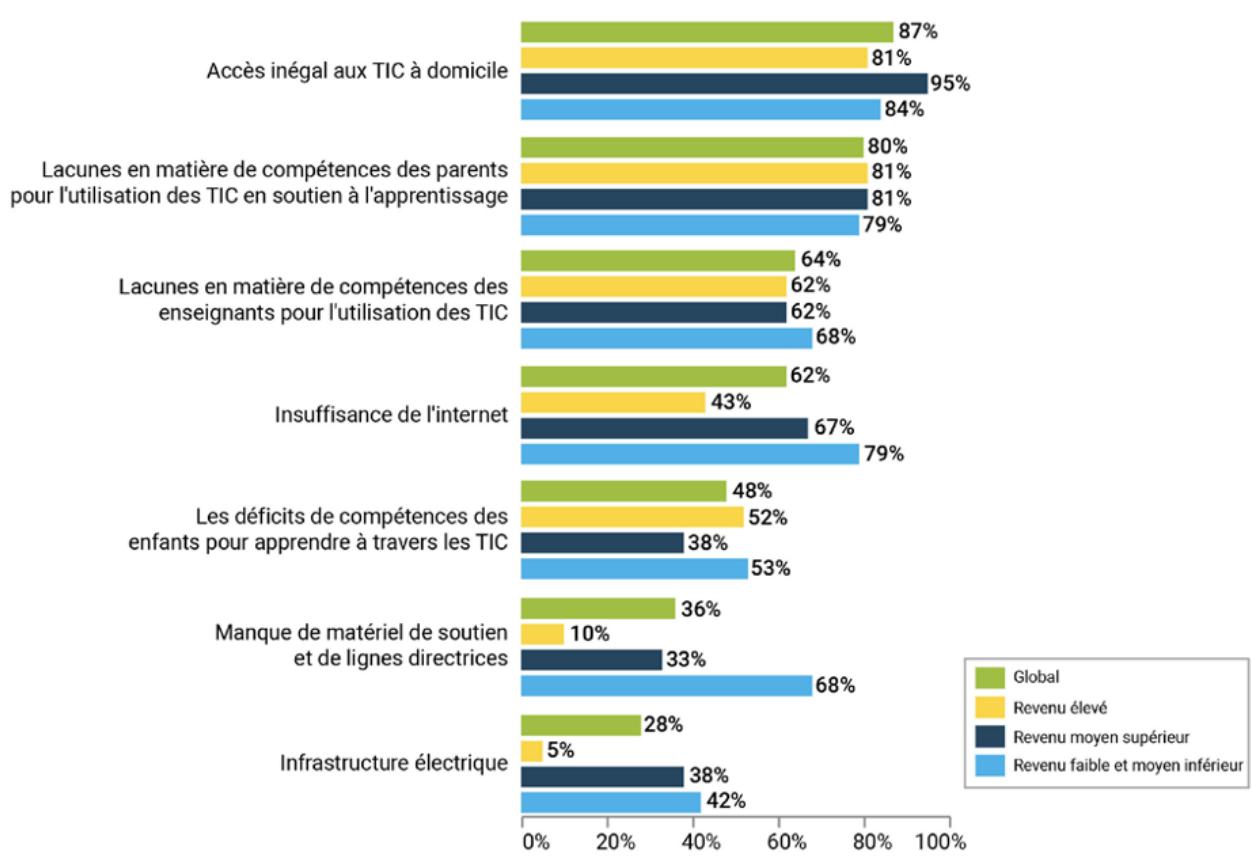
L'égalité des genres et l'éducation des filles à l'ère du COVID-19, Global Partnership for Education 2020

f. Les défis de l'enseignement à distance

- Outils pédagogiques appropriés pour les enseignants, permettant d'assurer un enseignement à distance non assuré ;
- Compétences technico-pédagogiques des enseignants pour l'enseignement à distance versus en salle de classe ordinaire ou en contexte normal ;
- Disponibilité des outils technologiques dans les ménages ou accès aux outils du télé enseignement par les apprenants ; De nombreux ménages ont dû aller acheter des ordinateurs pour pouvoir s'adapter, ce qui n'est malheureusement pas le cas des ménages les plus démunis ;
- Rôle de l'enseignant versus parent/moniteur à définir. Tous les parents n'ont pas le même niveau de connaissance technologique afin de pouvoir accompagner de façon efficace leurs enfants. George Boade: Senior Regional à l'UNESCO Institute for Statistics.

Webinaire de IICBA TALENT ADEA sur l'évaluation des apprentissages en période de fermeture des écoles dûe à la COVID-19

Figure 6 : Les principales préoccupations concernant l'introduction de programmes d'enseignement à distance



Réponses éducatives nationales à la Covid-19 Rapport de synthèse de l'enquête en ligne de l'UNESCO, 2020

Encadré 8 : L'introduction de programmes d'enseignement à distance

L'inégalité d'accès aux infrastructures de Technologies de l'information et de la communication à domicile est une préoccupation majeure pour la plupart des systèmes éducatifs, mais l'électricité est également un défi dans les pays/territoires à faible revenu.

La quasi-totalité (87 %) des systèmes éducatifs ont déclaré que l'inégalité d'accès aux TIC à domicile était une préoccupation majeure lors de l'introduction de l'enseignement à distance. 62 % sont préoccupés par l'insuffisance de l'infrastructure Internet, en particulier dans les pays/territoires à faible revenu ou revenu moyen supérieur. 28 % trouvent que l'infrastructure électrique est un problème, surtout dans les systèmes éducatifs des pays/territoires à revenu faible ou moyen supérieur.

Quels que soient les niveaux de revenus, le manque de compétences dans l'utilisation des plateformes d'enseignement à distance est un problème dans la plupart des systèmes éducatifs.

La plupart des systèmes éducatifs (80 %) ont répondu que les parents/tuteurs n'avaient peut-être pas les compétences requises pour faciliter l'enseignement à distance à domicile, quelle que soit la catégorie de revenus. En outre, près des deux tiers des systèmes éducatifs (64 %) ont répondu que leurs enseignants n'avaient pas les compétences nécessaires pour faciliter l'enseignement à distance. Les compétences du côté des bénéficiaires sont également une préoccupation dans tous les systèmes d'éducation interrogés. Près de la moitié des systèmes d'éducation (48 %) ont indiqué que les élèves n'avaient peut-être pas les compétences numériques requises pour l'enseignement à distance en ligne.

Réponses éducatives nationales à la Covid-19 Rapport de synthèse de l'enquête en ligne de l'UNESCO, 2020

2.2 Les pistes d'action

a. Nécessité de mettre en place des solutions rapides, flexibles et innovantes

« Avec de la créativité et une bonne formation des enseignants, il est possible de surmonter ces obstacles. Il faut noter que l'enseignement à distance n'est pas seulement et exclusivement de l'enseignement via internet, il est possible à travers d'autres canaux comme la télévision ou la radio de pallier le déficit d'accès à internet et aux équipements. » Johanne Bruffaerts, Directrice du développement d'Epitech Bénin.

b. Collaboration avec tous les acteurs du système

« Pour pouvoir faire des réformes, il faut avoir la capacité de convaincre tous les acteurs du système pour qu'ils opèrent les changements nécessaires. » Pr Mary Teuw Niane

c. Importance d'un nouveau design pédagogique et d'une acculturation digitale

Si les pays africains veulent tendre vers un enseignement de qualité à distance, il faut commencer à familiariser les apprenants et les enseignants aux outils du e-learning.

« L'enseignement à distance requiert beaucoup de temps et d'attention, d'où l'importance de voir comment faire du e-learning en se réinventant au niveau pédagogique, mais aussi comment accompagner l'apprenant à aller plus loin au-delà de l'information reçue. » Johanne Bruffaerts, Directrice du développement d'Epitech Benin.

Il faut repenser le design pédagogique et permettre aux enseignants de revoir leur approche et faire tomber les résistances, politiques en particulier, face au digital.

Encadré 9 : Inadéquation entre les modèles d'enseignement et nos besoins

« Il y a une inadéquation entre les modèles d'enseignement et nos besoins.

Je prends des exemples précis. Vous croyez que nous avons besoin de sept ans pour former un médecin au 21ème siècle ? Avec des outils de formation qui sont totalement différents ? Prenons l'exemple de l'école primaire, il arrive chaque année sur le marché de la formation environ 400 000 élèves. Avec des classes de 40 élèves, il vous faudra 10000 classes chaque année, 10000 enseignants. Le modèle d'enseignement où vous faites des classes en dur, si vous n'avez pas de classes en dur, vous faites des abris provisoires pose un réel problème. Le modèle où il vous faut un maître formé à l'École normale supérieure avec un parcours de 20 ans de formation, combien de temps faut-il pour en former 10 000 nouveaux ? Quel est le coût de tout cela ?

Vous aurez une « caste » d'individus qui demanderont au vu de leur formation, de leurs temps et de leurs compétences, une rémunération à la hauteur de leur niveau. Croyez-vous que vous y arriverez ? Est-ce que vous pensez que le modèle actuel permet d'y arriver ? Mettez tout le budget du Sénégal, cela ne marcherait pas... Et si on réfléchissait à une autre façon d'enseigner ?

Et si on prenait un raccourci en créant ce qu'on appelle des modèles de classe connectée. Vous prenez un conteneur qui a la valeur d'une classe, vous changez les rythmes scolaires.

Dans ce conteneur, vous mettez 40 élèves toutes les quatre heures, le programme est installé dans une tablette et vous cherchez non pas un enseignant, mais un facilitateur qui sera capable simplement de guider les élèves pendant leur formation.

En changeant les rythmes scolaires, vous aurez 40 élèves trois fois par jour, ce qui fait 120 élèves formés dans un conteneur avec un seul facilitateur. À chaque élève vous donnez non pas 10 livres et un gros cartable tous les ans, mais une tablette dans laquelle il y a tout le programme. L'élève est suivi à distance par une gouvernance numérique. L'élève pourra utiliser la tablette à autre chose, mais elle ne pourra lui servir que s'il finit de faire ses exercices et est évalué.

La tablette s'auto administre à distance. L'élève ne pourra pas regarder de la pornographie sur la tablette. Il ne pourra pas faire autre chose que ce qui lui est assignée. Où sont les livres papiers dans le gros cartable ? Où sont les fournitures que le père ne peut plus payer ? Tout est fourni avec ce modèle.

Ainsi, l'enseignement primaire ne durera plus six ans. L'évaluation est faite en permanence et l'évaluation des maîtres est faite également.

Le maître devra être rémunéré en fonction de la qualité de son travail. Si vous avez zéro admis aux examens vous n'aurez pas d'indemnités. On vous intéressera au nombre d'admis que vous avez dans votre classe.

Si vous avez cent pour cent d'admis, on vous honora et on vous donnera une rémunération à hauteur de la qualité de votre travail. On peut faire la même chose au secondaire. Vous allez diminuer le nombre d'enseignants et les enseignants que vous aurez seront de qualité.

En outre, votre classe connectée, après avoir servi à former des élèves, pourra, à certaines heures servir à former les paysans aux techniques culturales par exemple. Ou encore, prenez les femmes, mettez-les dans ces classes, formez-les aux techniques qui vont leur permettre de s'autonomiser sur le plan économique et sur le plan professionnel...

Autrement, restons dans ce modèle actuel, où les enseignants vont passer leur temps à revendiquer leurs indemnités ou conditions de travail et qu'on ne pourra jamais satisfaire.

Nous allons transformer nos enseignants en entrepreneurs politiques et ils vont passer leur temps dans des grèves. Les programmes ne seront jamais finis et on verra toujours chuter le niveau de formation des élèves, des maîtres et des professeurs. »

Extraits Passerelle Dr Abdoul Aziz Kassé, Juillet 2020 « Nous avons gardé la même structure de formation mise en place par le colonisateur et 60 ans après, nous avons les mêmes problèmes... »

d. Assurer l'employabilité des diplômés et réformer l'enseignement supérieure

Il est véritablement nécessaire de mettre en place des politiques volontaristes dans les universités et de former les formateurs à la mise en ligne de plus contenus. Il appartient enfin aux pouvoirs publics d'avoir le courage de prendre certaines initiatives qui peuvent être favorables à des évolutions dans le secteur.

« Le numérique offre une opportunité aux pouvoirs publics africains de rendre plus accessibles l'enseignement et la formation professionnelle. Le défi de l'Afrique, c'est de faire accéder le maximum d'enfants à la formation professionnelle, et le numérique est capable d'aider à atteindre cet objectif. » Pr Mary Teuw Niane.

Encadré 10 : Le développement national par la science et l'éducation en Chine : un choix politique clair

Le développement national par la science et l'éducation » (ke jiao xing guo), depuis 1995, le gouvernement chinois proclame inlassablement sa détermination sur cette stratégie. Depuis vingt ans, la politique de l'enseignement en Chine oscille entre plusieurs priorités, que l'on peut ramener à trois grandes catégories : priorité à l'enseignement universel fondamental, priorité à l'enseignement secondaire, ou priorité à l'enseignement supérieur.

Le premier type de priorité vise le phénomène général du sous-développement. En effet, la priorité donnée à l'enseignement universel fondamental consiste à assurer d'abord ce que les Chinois appellent « les deux bases ». Il s'agit d'une part de généraliser pour les enfants d'âge scolaire une scolarité obligatoire de 9 ans, comprenant en principe un cursus primaire de 6 ans et un premier cycle du secondaire de 3 ans ; d'autre part, et c'est la seconde « base », d'éliminer l'illettrisme parmi la population de 15 à 50 ans.

La deuxième catégorie de priorités vise surtout le problème du chômage. Elle s'attache à restructurer l'enseignement secondaire, notamment dans son second cycle, en sorte d'y donner la prééminence à l'enseignement professionnel et de drainer vers cette branche la majorité des élèves. La réorientation de l'enseignement secondaire est complétée par le développement d'une large gamme d'enseignements complémentaires, par correspondance, télévisés, en stages courts, destinés à donner une qualification professionnelle à des personnels n'ayant pas suivi le deuxième cycle du secondaire, qu'ils soient employés ou chômeurs. Enfin, la troisième catégorie de priorité prend en compte le rôle déterminant de l'avancé scientifique et technologique dans la compétition internationale. Elle préconise l'extension et la rénovation de l'enseignement supérieur...

Le choix entre les différentes priorités ne s'exerce pas seulement au niveau national, mais également aux divers échelons administratifs. Il en résulte un tableau très contrasté. En effet, il peut se trouver que dans une même province, l'affectation des ressources nationales soit dictée par la priorité à l'enseignement de base, tandis que celle des ressources locales privilégie les universités....

La qualité générale de l'enseignement de base s'est beaucoup améliorée grâce à un immense travail méthodique et permanent de formation et de recyclage du corps enseignant. Aujourd'hui, 95,9% des instituteurs et 85,5% des enseignants du premier cycle du secondaire atteignent les normes réglementaires.

Les offres de formation du système scolaire chinois, 2001

e. Aller vers un modèle d'enseignement hybride

« La possibilité d'allier enseignement présentiel et à distance semblerait être le modèle le plus pertinent selon les intervenants. Si d'un côté, il est important et utile d'avoir les contenus pédagogiques disponibles à distance, à travers le digital ou tout autre canal, il ne faut pas oublier de l'autre côté, le fait que « l'école » n'est pas seulement un lieu où des contenus sont partagés. Elle joue aussi un rôle important dans la socialisation des étudiants et le développement des soft skills et du savoir-être dans les interactions humaines, d'où l'importance de trouver un équilibre entre ces deux modèles. »

Enseignement à distance en Afrique francophone : utopie ou réalité ? WATHI-DALBERG 2020

f. Dispositifs d'enseignement à distance

« Les dispositifs d'enseignement à distance doivent être simples, faciles d'accès, attrayants avec une application conviviale quel que soit le média utilisé. »

« De nombreuses interactions devraient exister entre apprenants et enseignants à travers des outils de communication variés. »

« Le dispositif pédagogique mis en place doit favoriser le développement des compétences chez les apprenants, la participation active des apprenants, la coopération ou la collaboration entre apprenants. Le dispositif doit également proposer une variété des médias (télévision, radio, plateforme sur internet, réseaux sociaux), une grande quantité et variété de ressources (documents, clips, vidéos...)»

« Le dispositif devrait disposer d'une structure de soutien technique et pédagogique pour les enseignants et les pour les apprenants en favorisant la formation des formateurs et en permettant la sensibilisation des apprenants, des enseignants et des parents. Il doit disposer d'un calendrier détaillé des activités mis à disposition des acteurs. »

« Le dispositif ne doit en aucun cas être un nouveau facteur de propagation de la pandémie. Ex : dans un village, tous les enfants ne doivent pas se réunir autour du même poste de TV pour suivre les cours car il y aurait de fortes chances qu'ils se transmettent le virus et le propagent. »

Dr Ilaire Olare Ondoi, Enseignant chercheur du Cameroun

Webinaire sur les stratégies pour assurer la continuité pédagogique pendant la période de crise de la Covid-19 : Échanges entre pays francophone d'Afrique, UNESCO-IICBA 2020

3. LES RECOMMANDATIONS

Sur la base des constats et des recommandations sélectionnées à partir des wathinotes et des tables rondes virtuelles, nous avons dégagé cinq principales pistes d'action.

Le constat majeur est que la pandémie de la Covid-19 a révélé l'impréparation et la fragilité des systèmes éducatifs de la région face aux crises. Ce qui a conduit à une longue fermeture de plusieurs établissements et universités. Même si des alternatives ont été mises en place, la réponse n'a pas été automatique et certaines ont eu une efficacité limitée.

L'autre aspect important de cette crise sanitaire est le fait, qu'elle peut aussi impulser le passage à des systèmes plus efficaces, plus équitables et plus résilients.

Ainsi, les cinq pistes d'action proposées dans ce document se déclinent d'abord,

suivant les réponses les plus immédiates à apporter face au choc subi pour assurer une continuité dans l'offre d'enseignement.

Ensuite, elles mettent l'accent vers des réajustements sur le moyen et long terme pour renforcer les systèmes éducatifs et ainsi les préparer à de possibles futures crises qui peuvent subvenir et ayant des natures diverses.

1. Diversifier les options d'apprentissage pour assurer la continuité des enseignements pour tous en situation de crise

- a) Privilégier des approches et canaux divers (internet, applications, télévisions, radios, documents imprimés), avec ou sans technologie ou une combinaison, selon les zones, pour assurer une plus grande couverture/accessibilité de toutes les catégories d'apprenants à un apprentissage de qualité. En mettant l'accent sur les options, telles que la radio ou la télévision pouvant toucher une cible plus large et ne nécessitant pas une connectivité.
- b) Mettre en place un dispositif de suivi régulier permettant de limiter les risques d'abandon scolaire au niveau de chaque établissement du primaire et du secondaire, en relation avec les autorités locales et académiques.
- c) Mettre en place et renforcer les infrastructures de base indispensables à l'apprentissage numérique et l'accès à internet afin d'intégrer les technologies de l'information et de la communication dans toutes les réponses d'adaptation de l'enseignement sur le long terme (exemple du Sénégal avec l'Université virtuelle et son réseau d'espaces numériques de formation disséminés dans différentes régions du pays).
- d) Favoriser une collaboration entre universités classiques et universités virtuelles dans l'optique de mutualiser les ressources et mettre les infrastructures nécessaires à la disposition des universités classiques. Cette démarche permettra, sur le long terme, d'aller vers une approche hybride alliant enseignement en présentiel et à distance.
- e) Capitaliser les bonnes expériences en matière de riposte à la pandémie de la Covid-19 dans les pays de la région mais aussi ailleurs. Il s'agit de répertorier les alternatives aux cours en présentiel déclinées pour assurer la continuité de l'apprentissage dans la région mais aussi dans d'autres pays. Exemples de la Chine, du Burundi ou du Cambodge.

2. Veiller au retour effectif et au maintien dans le système des apprenants en situation d'inégalité et de vulnérabilité notamment des filles :

- a) Faire du retour des filles à l'école une priorité en sensibilisant les communautés et en élaborant une stratégie de plaidoyer à l'endroit des différents acteurs du système éducatif et des parents.
- b) Mener des interventions ciblées pour combler le déficit de connaissances créé chez les apprenants issus de milieux défavorisés, cela passe par l'identification

de ceux qui ont eu un accès limité aux enseignements lors de la fermeture des écoles et de leurs besoins spécifiques, au besoin mettre en place des programmes de rattrapage des enseignements avec un suivi poussé. L'identification se fera en collaboration avec les autorités académiques et le suivi avec le personnel enseignant et les parents.

c) Instaurer, en fonction des ressources, un accompagnement financier ciblé pour les parents les plus démunis, leur permettant ainsi de pallier le décrochage des enfants et soutenir leur retour à l'école. Cette initiative peut être portée par les autorités locales (collectivités décentralisées...)

3. Repenser les programmes afin d'assurer la qualité des enseignements pendant et après une situation de crise

a) Mettre en œuvre de manière contrôlée et progressive une révision profonde des curriculums avec une focalisation du primaire au secondaire sur les apprentissages et les connaissances qui correspondent aux exigences les plus fondamentales pour l'intégration des enfants dans leur environnement économique, social et culturel, notamment en s'assurant de donner la priorité :

- au recours à des méthodes pédagogiques attractives pour les enfants
- à la santé scolaire
- à l'éducation à la citoyenneté
- à la disponibilité des enseignements en langues locales.

b) Faire de la formation des enseignants, de leur accompagnement et de leur supervision effectifs, la priorité des réformes dans le domaine de l'éducation en :

- Revisitant les curriculums des écoles de formation des enseignants afin d'intégrer une grande diversité d'approches pédagogiques à adapter aux contextes spécifiques et aux différents types d'apprentissage (en présentiel et à distance notamment) ;
- Revalorisant le statut de l'enseignant avec un plan de carrière qui prend en compte un salaire décent dès le recrutement, une évolution des salaires et des primes qui ne sont pas seulement déterminées par le niveau d'ancienneté mais également par des évaluations intégrant les appréciations des enseignants par leurs élèves ;

c) Promouvoir davantage dans les systèmes éducatifs, le développement des compétences, talents et aptitudes des apprenants en :

- accordant plus d'importance à la formation technique et professionnelle, ce qui va permettre de diversifier les compétences,
- assurant la combinaison des formations théorique et professionnelle à partir du niveau secondaire. Dans le cadre du système classique, il s'agira d'encourager des stages et immersions dans des entreprises.

d) Veiller à ce qu'il y ait une adéquation entre l'offre de formation proposée par les structures d'enseignement et la demande des entreprises en

- associant des recruteurs chevronnés à l'établissement des contenus des programmes de formations
- créant un dialogue permanent entre les lieux d'apprentissage et le monde de l'emploi à travers les journées portes-ouvertes et forums d'orientation.

4. Rendre les systèmes éducatifs plus résistants aux crises futures (sanitaire, climatique, politique et sécuritaire...)

a) Accroître le financement public national consacré à l'éducation jusqu'à atteindre les niveaux recommandés à l'échelle internationale, à savoir 15 à 20 % des dépenses publiques et 4 à 6 % du produit intérieur brut.

b) Soutenir le renforcement des capacités des responsables de l'éducation à tous les niveaux en matière de planification du secteur de l'éducation.

c) Redynamiser la recherche en sciences éducatives.

d) Renforcer les liens entre décideurs, acteurs des systèmes éducatifs et le secteur privé en :

- maintenant un cadre de dialogue permanent sur l'éducation qui intègre les pouvoirs publics, les syndicats d'enseignants et autres acteurs du système éducatif, des experts indépendants des questions éducatives, des experts des finances publiques, des représentants de la société civile, pour prévenir notamment les grèves récurrentes qui ont des conséquences catastrophiques sur les apprentissages et les connaissances acquises.
- impliquant les secteurs privés nationaux dans les initiatives pertinentes menées pour renforcer les systèmes éducatifs.

5. Profiter de cette crise sanitaire comme catalyseur pour viser, à travers des réformes profondes, des systèmes éducatifs performants et souverains

Inscrire les projets éducatifs nationaux comme priorité stratégique des plans de transformation économique, sociale et culturelle à long terme dans tous les pays ; déterminer de manière souveraine les orientations fondamentales dans le domaine de l'éducation, sur la base du modèle de citoyen que nous voulons former et assurer leur mise en œuvre cohérente sur une durée suffisamment longue pour produire des résultats, notamment en :

- Créant dans chaque pays une Autorité supérieure de l'éducation, qui pourrait

être inscrite dans la Constitution comme une institution indépendante du pouvoir exécutif, chargée de :

- définir les grandes orientations des systèmes d'éducation et de formation,
- assurer la cohérence des choix effectués pour les différents niveaux d'éducation du pré-primaire au supérieur,
- proposer des réformes et des mesures correctives aux ministères compétents, de promouvoir et d'animer des débats publics citoyens sur l'état du système éducatif.
- S'assurant, avant tout début de mise en œuvre, de la compatibilité et de la cohérence de toutes les réformes proposées par les partenaires internationaux dans le domaine de l'éducation avec les orientations fondamentales définies par chaque pays, même si ces réformes sont érigées en conditionnalités pour bénéficier de financement extérieurs.

ANNEXE

Note introductory du débat

Pourquoi ce thème?

- Parce qu'à la date du 31 mars 2020, plus de [1090 cas confirmés](#) sont recensés dans la région ouest africaine, que la [Covid-19](#) a déjà causé la mort de plus de 150 personnes en Afrique (au 31 mars 2020), que l'on craint une escalade des problèmes liés au nouveau coronavirus et qu'on ne peut encore exclure aucun scénario pour le continent africain, y compris les plus alarmistes.
- Parce que plus d'une quarantaine de pays africains sont touchés par la pandémie, parmi lesquels tous les pays de la zone WATHI, et que les capacités de détection, de prise en charge et de réaction face à la maladie sont certes variables d'un pays à l'autre mais sont globalement très limitées.
- Parce que la lutte contre la Covid-19 a entraîné la prise de mesures exceptionnelles en Afrique de l'Ouest comme l'état d'urgence, le couvre-feu, la fermeture des écoles et universités, l'annulation de toutes les manifestations publiques et pour des villes de plus en plus nombreuses, y compris une métropole comme Lagos, le confinement total des résidents, la mise en place de cordons sanitaires ou au minimum une forte restriction des mouvements des populations et de leurs activités économiques.
- Parce que les conséquences économiques de la crise sanitaire et des réponses qu'elle exige sont déjà perceptibles, le seront encore davantage dans les prochains mois et parce qu'elles pourraient compromettre durablement les perspectives de

progrès économique, social, humain dans la région.

- Parce que la désinformation est un facteur qui expose davantage les communautés et que le partage de sources fiables permet de combattre les fausses informations et d'orienter les populations vers les bonnes pratiques à adopter face à l'actuelle menace sanitaire mais aussi face à celles à venir.

Les principaux sujets à explorer

- Qu'est-ce qu'il est fondamental de comprendre dans la pandémie de la Covid-19 ?
- Quelles sont les dispositions sanitaires prises par les gouvernements de par le monde et particulièrement en Afrique ?
- Comment sont affectés les systèmes de santé de la région ouest africaine ?
- De quelle manière a été mise en œuvre la solidarité entre États de la région ?
- Quelles sont les solutions proposées et adaptées aux pays de la région ?
- Comment anticiper l'impact de cette pandémie sur les économies de la région ?
- Quels sont les secteurs d'activité les plus touchés par la crise et comment limiter les pertes des entreprises et les conséquences pour l'emploi ?
- Quels sont les secteurs d'activité qui peuvent s'adapter le plus vite à cette période exceptionnelle et aider à la résilience des économies ?
- Quels sont les pays les plus impactés par la crise ?
- Quelles sont les répercussions environnementales de cette crise sanitaire ?
- Comment l'appréhender l'après Covid-19 au plan sanitaire, économique, social, culturel, humain ?
- Quelles sont les leçons les plus importantes et immédiates à tirer de cette crise pour être mieux préparés pour faire face aux futures menaces sanitaires de grande ampleur ?



L'association WATHI

WATHI est une association à vocation régionale légalement enregistrée à Dakar, au Sénégal. L'état d'esprit des membres et amis de WATHI est celui de femmes et d'hommes qui sont attachés à l'Afrique de l'Ouest et à l'Afrique, qui croient en la nécessité et en la capacité des Africains à générer eux-mêmes les ressources nécessaires à la réflexion et à l'action collective sur des questions cruciales pour leur avenir. La stratégie de mobilisation de ressources du WATHI n'exclut pas les donateurs institutionnels potentiels (fondations, organisations internationales et régionales, entreprises privées) mais elle vise aussi tous les citoyens des pays d'Afrique et de tous les autres continents qui partagent la vision et l'état d'esprit du WATHI.

© Mataki est une publication de l'association WATHI. La reproduction d'extraits de cette publication est autorisée avec une citation de la source et l'insertion du lien vers le site de WATHI, www.wathi.org.

L'association WATHI

Rendez-vous sur le site :

<http://www.wathi.org/soutenir/>

donate@wathi.org